Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 23 octobre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°493 ■

TRANSPORTS

Remise en service de la ligne ferroviaire Oran-Bechar

P 16

5 970 MILLIARDS DA D'INVESTISSEMENTS PAR LE TRÉSOR

L'Etat déterminé à soutenir la croissance

L'Algérie poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, notre pays a franchi une nouvelle étape importante cette année. Les indicateurs macro-économiques sont au vert. Aussi et pour soutenir les efforts nécessaires à la croissance enclenchée, la valeur des investissements en cours du Trésor public s'élève à près de 5.970 milliards DA, bénéficiant à 11 secteurs économiques. Cela traduit effectivement la volonté des pouvoirs publics, à poursuivre ses efforts pour soutenir la croissance, avec ces investissements massifs. P 3

HUAWEI ALGÉRIE

Des mémorandums d'Entente signés avec quatre Universités

Huawei Algérie a marqué une étape importante dans sa collaboration avec les universités algériennes en signant des Mémorandums d'Entente avec quatre grandes institutions de l'Est du pays, consolidant ainsi son engagement envers la formation des jeunes aux technologies de l'information et de la communication.

P 2

BOURSE D'ALGER

Vers l'entrée de quatre nouvelles entreprises

La Bourse d'Alger connaîtra un dynamisme accru dans les introductions d'entreprises à l'avenir, suite à la mise à jour de son cadre réglementaire et à la simplification des procédures d'introduction, en conformité avec les normes internationales. Youcef Bouzenada, président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), a indiqué que la Bourse d'Alger attend quatre nouvelles introductions au cours de la période à venir, incluant la Banque de Développement Local (BDL), l'opérateur de télécommunications "Djezzy", ainsi que deux autres entreprises, l'une dans le secteur pharmaceutique et l'autre étant une start-up.

P 3

CONTRIBUTION

SITUATION DU MARCHÉ BANCAIRE EN ALGÉRIE À LA FIN DE 2023

Les principaux constats

Dans cette contribution, Rachid Sekak, ancien cadre supérieur de banque et expert financier international, présente une analyse détaillée de la situation du marché bancaire en Algérie à la fin de 2023. Scindée en deux parties, l'expert a consacré la première partie à mettre en avant les principaux constats concernant notre secteur bancaire, où plusieurs caractéristiques se dégagent. Quant à la deuxième partie, Rachid Sekak l'a dédiée à l'évolution du marché bancaire, notamment en matière d'inclusion financière, de paiement en ligne et de gouvernance des banques.

Par Rachid Sekak P 5

MÉDICAMENTS

Mise en garde contre toutes pratiques susceptibles d'entrainer des tensions P 3

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 120 EXPOSANTS

L e Salon «Bati Ouest 2024» s'ouvre aujourd'hui à Oran P 2

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 74,8 dollars à Londres P 4

EXPOSITION DES PRODUITS ALGÉRIENS À DOHA

Zitouni donne le coup d'envoi

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a procédé, mardi à Doha (Qatar), en compagnie du ministre qatari de l'environnement, Abdullah Bin Abdulaziz Bin Turki Al Subaie, à l'inauguration de la première édition de l'Exposition des produits algériens à Qatar, a indiqué un communiqué du ministère. Cet événement économique, auquel prennent part plus de 150 entreprises nationales, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et le Qatar, avec l'objectif de faire connaître les différents produits algériens de qualité sur le marché qatari, ajoute la même source. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Qatar, Salah Attia, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, du président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), Charaf-Eddine Amara, ainsi que du président de la Ligue des hommes d'affaires qataris, Cheikh Fayçal Ben Kacem Al-Thani, lit-on dans le communiqué. Organisée par la société "Tasdir" (filiale du groupe Safex) en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la chambre qatarie, cette exposition s'étalera jusqu'au 26 octobre, avec la participation de 150 entreprises algériennes qui exposeront une large gamme de produits, à l'instar des produits agroalimentaires, industriels et artisanaux réputés pour leur qualité sur les marchés internationaux, conclut le communiqué.

HUAWEI ALGÉRIE

Des mémorandums d'Entente signé avec quatre Universités

Huawei Algérie a marqué une étape importante dans sa collaboration avec les universités algériennes en signant des Mémorandums d'Entente avec quatre grandes institutions de l'Est du pays, consolidant ainsi son engagement envers la formation des jeunes aux technologies de l'information et de la communication.

Par Z R.

Ces accords, signés dans le cadre du Huawei Cloud Tour 2024, visent à créer des Huawei ICT Académies dans ces établissements, permettant aux étudiants et formateurs d'accéder à des programmes de formation à la pointe de la technologie, tout en bénéficiant de vouchers gratuits pour les certifications Huawei, précise Huawaei Algerie dans un communiqué.

La première signature a eu lieu, lundi à l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, officialisant la création d'une « Huawei ICT Academy » au sein de cette institution. Trois autres MOU ont été signés, hier mardi, à Constantine avec l'Université Frère Mentouri Constantine 1, l'Université Abdelhamid Mehri Constantine 2 et l'Université Constantine 3 Salah Boubnider, lors de la prochaine étape du Huawei Cloud Tour. Depuis 2018, Huawei Algérie a établi un partenariat stratégique avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, permettant la création de 55 Huawei ICT Académies. À ce jour, plus de 7,000 étudiants ont été formés, avec 3,000 certifications Huawei délivrées, renforçant les compétences des jeunes algériens et leur employabilité dans un marché du travail de plus en plus compétitif.

Lancement du Huawei Cloud Tour 2024

Le Huawei Cloud Tour 2024, lancé à l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, est une initiative destinée aux startups, développeurs et étudiants algériens. Ce tour a pour objectif de promouvoir les solutions cloud de Huawei et de sensibiliser les participants aux dernières innovations technologiques. Des experts de Huawei ont partagé leur savoir-faire sur les applications du cloud dans divers secteurs, offrant ainsi aux participants une compréhension approfondie des opportunités qu'offrent ces technologies. En parallèle, Huawei a annoncé la première édition de la « Huawei Developer Competition 2024 Spark Infinity», une compétition nationale visant à encourager les talents algériens dans les domaines du cloud, du développement web et des technologies de l'information. Cette compétition, qui offre des prix attractifs, est conçue pour stimuler la créativité et l'innovation des développeurs locaux. En outre, Huawei Algérie reste engagé dans la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes talents algériens. Le Huawei JOB FAIR, dont la quatrième édition se tiendra en novembre 2024 à Alger, sera un autre moment clé, offrant aux jeunes diplômés des opportunités professionnelles dans le secteur technologique. Huawei Algérie continue de promouvoir la transformation numérique à travers des initiatives stratégiques, soutenant la formation et l'innovation dans le pays, tout en consolidant ses partenariats avec les institutions académiques.

AU PROFIT DE 1.400 LOCALITÉS À TRAVERS LE PAYS

Le Service universel des télécommunications électroniques lancé

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a supervisé, avant-hier à Ain Defla, le lancement du Service universel des télécommunications électroniques, permettant de couvrir 1.400 localités à faible densité de population sur le territoire national par le réseau 4G de téléphonie mobile. Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a affirmé que le Service universel est un projet "majeur et ambitieux" visant à fournir une couverture de réseau 4G dans les localités dont les habitants sont moins de 2.000. Le projet revêt une "grande importance stratégique car il contribue à l'aménagement numérique du territoire et permet de réunir les conditions nécessaires pour concrétiser la transformation numérique dans notre pays, en exécution des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a-t-il ajouté. Le Service universel est mis en place pour "permettre aux opérateurs de la téléphonie fixe et mobile de développer et de généraliser leurs réseaux", indique le ministre, soulignant que ces projets sont à même de conforter les efforts consentis par les opérateurs dans le domaine des télécommunications, à l'instar de "Mobilis", afin de rompre l'isolement des citoyens.

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 120 EXPOSANTS

Le Salon «Bati Ouest 2024» s'ouvre aujourd'hui à Oran

Par Selma R

C'est aujourd'hui mercredi que le Salon international de l'immobilier, du bâtiment, du logement et des travaux publics «Bati Ouest 2024» ouvrira ses portes à Oran. Durant quatre jours (du 23 au 28 octobre courant, cette 21ème édition verra la participation de plus de 120 exposants nationaux et internationaux, venus notamment d'Espagne, de Chine, de Turquie et d'autres pays, ainsi que des institutions bancaires spécialisées dans le logement et des établissements du secteur de la formation professionnelle, précisent les organisateurs dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction.Organisé par "SB Events Com Company", cet événement économique constitue un espace de rencontre et d'échange d'expériences entre les professionnels du secteur de l'immobilier et du logement, et permet d'établir des partenariats avec les institutions étrangères participantes. En marge de ce salon, des rencontres B2B seront organisées entre des opérateurs économiques algériens et étrangers dans le but de favoriser les partenariats et de stimuler les conférences sur les secteurs du bâtiment, du logement et des énergies renouvelables en Algérie.Ce qui caractérise cette édition, c'est la présence de plus de 40% d'exposants en tant que nouvelles entreprises spécialisées dans la production de matériaux de construction, qui aspirent à commercialiser leurs produits, en particulier dans les régions ouest et sud-ouest du pays. Ainsi, «nous aspirons à concrétiser la volonté des plus hautes autorités du pays de donner davantage d'opportunités aux jeunes ayant des idées et aux nouvelles entreprises désireuses de conquérir ce secteur, afin de leur permettre de contribuer à créer la compétitivité et à participer à la construction du pays», indique la même source.

Pour rappel, la précédente édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, du logement et des travaux publics a connu un succès sans précédent, tant en termes d'organisation, de professionnalisme des exposants que de fréquentation, avec un afflux important de visiteurs, notamment des professionnels, qui ont atteint près de 5 000 personnes. Ils ont découvert les nouveautés en matière de matériaux de construction et certaines offres immobilières, en plus de la conclusion de plusieurs accords entre les entreprises de production de ciment et certains promoteurs immobiliers, ainsi que l'établissement de relations commerciales entre les opérateurs économiques locaux et les entreprises nationales, notamment dans le domaine de l'immobilier et du logement, à travers des rencontres bilatérales visant à encourager les partenariats. Le salon constitue également une plateforme dynamique pour le développement du secteur de la construction, grâce à la disponibilité des matières premières au niveau local, renforçant ainsi sa position d'événement économique incontournable. Il offre aux exposants l'opportunité de présenter leurs entreprises et leurs projets futurs, et d'échanger avec des entreprises étrangères pour acquérir de l'expérience et transférer les nouvelles technologies utilisées dans le domaine.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

5 970 MILLIARDS DA D'INVESTISSEMENTS PAR LE TRÉSOR

L'Etat déterminé à soutenir la croissance

L'Algérie poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, notre pays a franchi une nouvelle étape importante cette année. Les indicateurs macro-économiques sont au vert. Aussi et pour soutenir les efforts nécessaires à la croissance enclenchée, la valeur des investissements en cours du Trésor public s'élève à près de 5.970 milliards DA, bénéficiant à 11 secteurs économiques. Cela traduit effectivement la volonté des pouvoirs publics, à poursuivre ses efforts pour soutenir la croissance, avec ces investissements massifs.

Par Réda Hadi

Lors d'une audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen des dispositions du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2025,Mohamed Sebaa, Directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat au ministère des Finances, a affirmé que la valeur des investissements en cours du Trésor public s'élève à près de 5.970 milliards DA, bénéficiant à 11 secteurs économiques, et de préciser que la valeur des investissements du Trésor, accordés sous forme de crédits à divers organismes publics (en cours d'engagement), seront consacrés au financement de 267 projets répartis sur 11 secteurs économiques.
Ces crédits ont bénéficié à plusieurs organismes publics, dont la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), l'Algérienne des autoroutes (ADA), l'Entreprise du métro d'Alger et Sonelgaz, ainsi qu'aux entreprises de dessalement de l'eau de mer, précise-t-il.
Le Trésor vise, à travers ces financements, à garantir le parachèvement des projets en cours et à lancer de nouveaux projets répondant aux besoins de développement du pays et renforçant les infrastructures de base dans divers domaines vitaux, ajoute-t-il. L'Etat s'investi et investi pour maintenir la croissance et confirmer les prévisions de la Banque Mondiale. D'ailleurs, l'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur.
De plus certains, assurent que cela est du principalement à la modernisation des systèmes visant à renforcer les capacités statistiques, permettant ainsi une mesure plus précise du PIB du pays. Bien que l'économie algérienne ait enregistré une croissance de 4,1 % en 2023, le principal facteur ayant contribué à cette amélioration de classement a été la révision complète des statistiques des comptes nationaux, incluant une expansion des estimations d'investissement et une meilleure couverture de l'économie informelle.
Durant son audition à l'assemblée, Sabaa a souligné qu'en ce qui concerne le niveau de mise en œuvre des dépenses du budget de l'Etat, au cours du premier semestre de 2024, une augmentation significative de 34 % en base annuelle a été enregistrée, atteignant 6.946 mds da, stimulée par l'augmentation des dépenses du personnel, des dépenses d'investissement et des dépenses de transfert qui ont connu des augmentations de 365 mds da, 543 mds da et 490 mds da respectivement par rapport au premier semestre de 2023.
Le directeur général prévoit que le niveau de mise en œuvre des dépenses publiques atteindra plus de 90 % d'ici fin 2024 par rapport aux révisions de la loi de finances 2024, ce qui représente une amélioration par rapport au niveau de mise en œuvre des dépenses budgétaires qui était de 80 % en 2023.
S'agissant des dispositions du projet de loi de finances pour l'année 2025 concernant le trésor et la comptabilité, M. Sabaa a expliqué qu'elles visent principalement à renforcer la capacité de l'Etat à financer les projets stratégiques et les infrastructures, à soutenir l'activité économique et à diversifier les produits financiers, à renforcer la solidité financière du Fonds national d'investissement (FNI), à soutenir le système de retraite et à garantir sa durabilité, à réaliser la transformation numérique et à améliorer la gouvernance.
Des observateurs soulignent aussi qu'à l'avenir, des priorités telles que l'énergie, la résilience climatique et le renforcement du secteur privé offrent des opportunités pour le renforcement de la politique économique qui a été engagée, car elle soutient les grands projets de développement, contribuant à renforcer la capacité de l'Etat à mettre en œuvre des projets prioritaires tendant à soutenir le développement socio-économique.

BOURSE D'ALGER

Vers l'entrée de quatre nouvelles entreprises

Par Mourad A.

La Bourse d'Alger connaîtra un dynamisme accru dans les introductions d'entreprises à l'avenir, suite à la mise à jour de son cadre réglementaire et à la simplification des procédures d'introduction, en conformité avec les normes internationales. Dans une déclaration à « Asharq Business », Youcef Bouzenada, président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), a indiqué que la Bourse d'Alger attend quatre nouvelles introductions au cours de la période à venir, incluant la Banque de Développement Local (BDL), l'opérateur de télécommunications "Djezzy", ainsi que deux autres entreprises, l'une dans le secteur pharmaceutique et l'autre étant une start-up.
Créée en 1993, la Bourse d'Alger est le compartiment secondaire du marché financier national, régulé par la COSOB. Depuis son lancement en 1999, elle a enregistré plusieurs introductions en Bourse, dont cinq sociétés cotées actuellement : Alliance Assurances, Biopharm, Crédit Populaire d'Algérie (CPA), EGH El Aurassi et Saidal. Toutefois, le nombre de sociétés cotées et le volume des échanges restent modestes. Le 5 octobre dernier, Youcef Bouzenada a fait le point, dans une interview accordée à la presse nationale, sur les projets d'introduction en Bourse de la BDL et de Djezzy.
Concernant la BDL, le dossier est toujours en cours d'étude, et la COSOB continue de travailler avec la banque publique pour finaliser le processus, sans délai précis pour l'octroi de l'autorisation. La BDL sera la deuxième banque publique à entrer en Bourse, après le Crédit Populaire Algérien (CPA), avec 30% de son capital proposé sur le marché. Quant à Djezzy, le projet d'introduction est bien avancé, et la COSOB prévoit que la demande d'introduction sera déposée avant la fin de l'année 2024. Le ministre des Finances avait déjà confirmé cette entrée en Bourse. Le Fonds National d'Investissement (FNI) détient actuellement 96,57% de Djezzy après le rachat des actions du groupe Veon en 2022. L'introduction de Djezzy pourrait également inciter d'autres grandes entreprises à suivre cette voie, diversifiant ainsi les opportunités d'investissement en Algérie et renforçant l'attractivité du marché boursier national. Bouzenada a également évoqué une start-up renommée qui a demandé une ouverture de capital, ainsi qu'une entreprise industrielle ayant soumis une demande d'émission d'obligations participatives. Il est à noter que, dimanche dernier, la COSOB a proposéd'étendre l'activité d'intermédiaire en opérations de Bourse (IOB) aux compagnies d'assurances dans le cadre d'un projet de loi en préparation sur le marché financier. Bouzenada s'est exprimé sur ce sujet lors d'un point de presse animé en marge des travaux d'un séminaire sur "la dynamisation et la stratégie pour un marché financier algérien performant", organisé, par la COSOB et l'Union algérienne des sociétés d'assurances et réassurances (UAR). Cette proposition vise à permettre aux compagnies d'assurances, en plus des banques et sociétés spécialisées, d'obtenir un agrément d'IOB, afin de dynamiser le marché boursier en utilisant leur réseau et expertise. L'agrément IOB permet d'exercer diverses activités, telles que le conseil en placement et la gestion de portefeuille.
Le projet de loi prévoit également d'inclure des dispositions sur la finance verte et de transformer la COSOB en autorité nationale de régulation. Par ailleurs, un programme de formation spécialisé sera lancé en décembre pour les cadres financiers algériens, en partenariat avec l'Union des autorités arabes des valeurs mobilières et l'Institut algérien des hautes études financières. Enfin, la COSOB prévoit sa deuxième conférence annuelle en novembre, réunissant des experts des marchés financiers arabes.

MÉDICAMENTS

Mise en garde contre toutes pratiques susceptibles d'entrainer des tensions

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a mis en garde, mardi, dans un communiqué, l'ensemble des opérateurs intervenant dans la chaine du médicament contre toutes les pratiques commerciales susceptibles d'entrainer des tensions ou des ruptures d'approvisionnement de certains médicaments. "Dans le cadre du plan d'action visant à assurer la disponibilité et l'accessibilité du médicament aux citoyens, le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique rappelle à l'ensemble des opérateurs intervenant dans la chaine du médicament (producteurs-importateurs, distributeurs en gros et pharmaciens d'officine) que toutes les pratiques commerciales susceptibles d'entrainer des tensions et/ou ruptures d'approvisionnement de certains médicaments en n'importe quel point du territoire national, sont strictement interdites et sont passibles de sanctions administratives, financières et pénales conformément à la législation et la règlementation en vigueur", est-il précisé dans le communiqué. A cet effet, le ministère a mis à la disposition de tous les intervenants dans la chaine du médicament le portail web (http://portail.miph.gov.dz/requete-medic/) pour "toute dénonciation ou réclamation contre toute forme de pratiques commerciales illégales concernant le médicament". "Toute réclamation doit porter l'identification du requérant et être accompagnée d'éléments informatifs justificatifs permettant sa prise en charge", a-t-on souligné de même source.

FMI/BM

Le gouverneur de la Banque d'Algérie prend part aux assemblées annuelles à Washington

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, participe du 21 au 26 octobre à Washington, aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), a indiqué mardi l'institution dans un communiqué. Lors de ces assemblées, plusieurs sujets importants seront abordés, notamment les défis de la politique monétaire post-pandémique et les perspectives de réformes du Fond, en vue de répondre aux besoins de ses pays membres en matière de développement économique, a précisé la même source. A cette occasion, M. Taleb prendra part en sa qualité de représentant de circonscription de pays à la session plénière de l'IMFC (Comité monétaire et financier international) du FMI et prononcera une allocution. En parallèle, il participera également à la réunion des pays du MENAP (Moyen-Orient Afrique du Nord Afghanistan et Pakistan) avec la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, ainsi qu'à des rencontres dans le cadre du Caucus africain et également avec le chef du département des Marchés monétaires et des capitaux ainsi que le chef du Département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds.
L'agenda du gouverneur de la Banque d'Algérie comprend également des rencontres bilatérales avec ses homologues de banques centrales, a souligné la même source.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 74,8 dollars à Londres

Les cours du pétrole montent légèrement mardi, entraînés par la politique de relance de la Chine et attentifs à l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 0,70% à 74,81 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, dont c'est le dernier jour de cotation, gagnait 0,79%, à 71,12 dollars. En Chine, premier importateur mondial de pétrole, "les premiers effets des mesures de relance récemment annoncées sont déjà visibles", ont expliqué des analystes. En outre, Pékin a annoncé mardi que le taux de chômage des 16-24 ans avait légèrement baissé en septembre dans le pays, un chiffre particulièrement scruté au moment où il s'efforce de relancer son économie en perte de vitesse. Ce taux s'est établi à 17,6%, encore élevé mais moins qu'en août (18,8%), où il avait atteint son plus haut niveau depuis début 2024, a indiqué le Bureau national des statistiques chinois (BNS). "Les inquiétudes demeurent quant à la faiblesse de la demande en Chine", selon des analystes, qui ont souligné aussi que la baisse lundi de deux taux d'intérêts de référence rassure le marché sur la volonté des autorités chinoises à relancer l'économie. En parallèle, le marché demeure attentif à la situation au Moyen-Orient, rappellent les analystes.

ENERGIE

Arkab reçoit une délégation du groupe allemand H&R Gruppe

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, lundi, une délégation du groupe allemand "H&R Gruppe", conduite par son directeur exécutif, Niels H. Hansen, avec lequel il a examiné les opportunités d'investissement en Algérie, notamment dans le domaine de l'industrie de transformation des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence du directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a porté sur l'état de la coopération entre Sonatrach et le groupe allemand dans le domaine des hydrocarbures, notamment dans le secteur des industries et des technologies innovantes pétrochimiques et de raffinage, particulièrement après la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux parties, en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité d'un projet industriel en Algérie, lit-on dans le communiqué. A cette occasion, le ministre a affirmé que "l'Algérie emprunte une politique énergétique diversifiée, dont le développement de l'industrie pétrochimiques et ses différentes activités et qui est considérée comme un de ses piliers en vue de mieux valoriser nos ressources en hydrocarbures, réaliser une haute valeur ajoutée, assurer la disponibilité des produits pétroliers au niveau du marché national et celle des matières premières pétrochimiques indispensables à l'industrie algérienne".

M. Arkab a en outre mis en avant l'importance de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne et qui repose sur des bases économiques solides, dans le cadre d'un partenariat basé sur les intérêts économiques mutuels, selon le communiqué. "Les deux parties sont convenues de former un groupe de travail commun qui se chargera de la mise en place d'une feuille de route et de la détermination des domaines d'intérêt commun, notamment dans le domaine de l'industrie de transformation des hydrocarbures", a conclu la même source.

ECOLE SUPÉRIEURE D'ECONOMIE D'ORAN

Journée scientifique aujourd'hui sur l'inclusion financière, la fintech et la cybersécurité

L'Ecole supérieure d'Economie (ESE) d'Oran abritera, mercredi, une journée scientifique sur les nouveaux défis et opportunités pour les banques algériennes, dont l'inclusion financière, la fintech et la cybersécurité, avec la participation de spécialistes du secteur bancaire et des assurances, a-t-on appris des organisateurs. Organisée par l'Ecole supérieure d'Economie d'Oran, en collaboration avec la compagnie d'assurance Natixis Algérie, cette rencontre intitulée "Inclusion financière, Fintech et Cybersécurité, nouveaux défis et opportunités pour les banques algériennes" vise à favoriser le dialogue entre les acteurs financiers, les régulateurs, les spécialistes de la fintech et les experts en cybersécurité. Dans un contexte marqué par une transformation numérique accélérée, l'inclusion financière, la fintech et la cybersécurité émergent comme des piliers essentiels pour stimuler le développement économique en Algérie. Cette journée scientifique et professionnelle vise aussi à impliquer les praticiens et les universitaires pour échanger sur les enjeux et les opportunités liés à ces thématiques clés, a-t-on fait savoir. A travers des panels et des échanges interactifs, les participants auront l'opportunité de partager des connaissances, d'explorer des solutions innovantes et de renforcer la coopération entre le secteur bancaire et les nouvelles technologies pour relever les défis et saisir les opportunités de cette ère numérique, a-t-on souligné. Des experts et responsables de la Bourse d'Alger, des différentes banques et sociétés d'assurances, des consultants, entre autres, présenteront une série de conférences et animeront également des tables rondes autours des différents thèmes proposés.

MÉTAUX

L'or frôle un nouveau sommet historique

Les principales devises, dont le dollar, font du surplace mardi, avant la publication de plusieurs données et discours attendus par le marché cette semaine, tandis que l'or frôle un nouveau sommet historique. L'or a failli atteindre son record de la veille, où il avait atteint 2.740,59 dollars l'once. Ce matin, le prix d'une once d'or montait de 0,42%, à 2.731,30 dollars. Tout au long de l'année, la demande pour le métal précieux a été alimentée par les attentes de baisses de taux, les achats des banques centrales et la demande de valeurs refuges, portée par l'instabilité géopolitique, en particulier au Moyen-Orient. "Plus récemment, l'approche de l'élection présidentielle américaine a renforcé la dynamique haussière, l'incertitude quant à son résultat poussant les investisseurs vers la sécurité de l'or", ont souligné des analystes. De son côté, ce matin, la devise américaine se repliait tout juste de 0,05% face à la monnaie unique européenne, à 1,0821 dollar pour un euro, et est quasiment stable (+0,01%) par rapport à la devise britannique, à 1,2983 dollar pour une livre. Le billet vert maintient ainsi ses gains après sa percée de la veille. "Il y a de plus en plus de doutes quant à la possibilité que la Réserve fédérale (Fed) réduise ses taux d'intérêt lors de sa prochaine réunion, le 7 novembre", ont expliqué les analystes, "car les données économiques américaines continuent de surprendre à la hausse". La situation économique américaine devrait être davantage éclairée mercredi par la publication du rapport économique de la Fed appelé "Livre beige", une enquête réalisée auprès des entreprises et acteurs économiques.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	3,16	-0,88	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 290,00	NC	0,00	1,92	-1,03	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	NC	0,00	0,02	-0,38	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,84	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,80	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 22 اكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Octobre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	88	106	70	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	118	137	99	الطماطم		
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف		
	Ail sec	410	472	349	الثوم الجاف		
	Carotte	81	91	72	الجزر		
	Navet	104	114	93	لفت		
	Poivron	126	141	111	الفلفل الاخضر		
	Piment	143	160	126	الفلفل الحار		
	Courgette	146	159	132	الكوسة		
	Haricot vert	202	228	177	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	124	136	111	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	364	481	246	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	490	625	355	التمر		
	Melon	108	120	96	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	88	94	81	البطيخ الاحمر		
	Poire	397	482	311	الاجاص		
	Raisin	196	246	147	العنب		
	Banane	380	394	366	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1772	1912	1633	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	436	449	423	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)		

SITUATION DU MARCHÉ BANCAIRE EN ALGÉRIE À LA FIN DE 2023

Les principaux constats

1ère partie

Par Rachid Sekak (*)

Dans cette contribution, Rachid Sekak, ancien cadre supérieur de banque et expert financier international, présente une analyse détaillée de la situation du marché bancaire en Algérie à la fin de 2023. Scindée en deux parties, l'expert a consacré la première partie à mettre en avant les principaux constats concernant notre secteur bancaire, où plusieurs caractéristiques se dégagent. Quant à la deuxième partie, Rachid Sekak l'a dédiée à l'évolution du marché bancaire, notamment en matière d'inclusion financière, de paiement en ligne et de gouvernance des banques.

PLUSIEURS CARACTÉRISTIQUES SE DÉGAGENT

1- Un marché qui croit moins vite que le taux d'inflation

Le total de bilan de la place bancaire algérienne est de 22.716 milliards de dzd à la fin de 2023. Ce montant était de 22.004 milliards à fin 2022 (hausse de 3.23 %), de 19.301 milliards de dzd à la fin de 2021 et de 15.943 milliards de dzd à la fin de 2020. La mobilité des bilans s'est ralentit en 2023 mais reste importante sur les quatre dernières années.

A noter que la hausse du total de bilan de la place a été moins forte que le taux d'inflation affiche par l'indice officiel de 4.10 %. En 2023, la progression a été moins forte pour les banques publiques : + 2.53 % que pour les banques privées : + 8.45 %

Notre secteur bancaire reste néanmoins de taille très modeste à environ 170 milliards de dollars (22.716 milliards de dzd au taux de fin 2023 de 134.27 dzd/ us$).

La capitalisation de la place représente un peu moins de 70 % du PIB du pays (32.588 milliards de dzd en 2023). Pour le maroc cette donnée est supérieure à 120 %. Cet indice est symptomatique d'une relative faiblesse de l'intermédiation bancaire dans notre pays.

2- Les six banques publiques continuent de largement dominer le marché

Le total de bilan des six (6) banques publiques est 19.856 milliards de dzd . Celui des 13 banques privées se situe à 2.859 milliards de dzd . Les banques publiques représentent 87.40 % du total de bilan de la place : proportion en légère baisse par rapport à celle de 2022 qui s'affichait à 88 % La plus petite banque publique (BDL) avec un total bilan de 1.603 milliards de dinars est plus de 3 fois supérieure à la plus grande banque privée (SOCGEN) qui dispose d'un bilan de seulement 471 milliards de dinars.

La part des banques islamiques est en hausse à 2.83 % du total de bilan de la place contre 2.45 % en 2022 et 2.70 % en 2021. A relever néanmoins un dynamisme plus fort chez Al Salam Bank (en hausse de 27.58 % en 2023) que chez El Baraka (+3.7 %). La taille de bilan de Salam Bank est a présent supérieure à celle d'El baraka et devient le leader sur ce segment. On observe la même domination au niveau de la configuration des réseaux bancaires. Le réseau national est de 1649 agences : banques publiques : 1249 soit 75 % et banques privées : 400 soit 25 %. A noter qu'Algérie poste dispose d'un réseau de 4209 points de vente et sera de ce fait un acteur important et incontournable de toute reforme bancaire et financière. Les structures dédiées à la finance islamique progressent: 89 agences soit 5.39 % en hausse sensible par rapport au 3.32 % de l'exercice 2022. L'efficience des fenêtres islamiques et agences dédiées est questionnable. Elles ne permettent pas pour l'instant le déploiement de la ressource collectée.

3- L'évolution des bilans cache des évolutions contradictoires très significatives

Sur ce point, cinq points essentiels sont à relever.

1 - la hausse des dépôts de la clientèle est de 4.16 % en 2023 sensiblement inferieure aux 15.64 % de 2022

Cette évolution trouve notamment sa genèse dans la baisse des dépôts chez la BEA de 5.30 % en 2023 (moins 202 milliards), a contrario de la hausse de 30.28 % (+886 milliards de dzd) observée en 2022. Cette forte volatilité propre à la BEA est fortement liée au secteur des hydrocarbures.

Pour les banques publiques, la hausse des dépôts de la clientèle s'affiche à 3.54 %. La collecte des ressources par les banques privées a été plus efficiente au niveau des banques privées avec une hausse de 7.97 %. A noter la structure des dépôts en monnaie locale qui est affichée dans le rapport pour 2023 de la banque d'Algérie :

- Dépôts à vue : 43.78 %
- Dépôts à terme : 50.81 %
- Dépôts lies à des garanties : 5.39 %

Les banques publiques collectent plutôt des dépôts a terme (53.85 % de leurs dépôts) alors que les banques privées collectent plutôt des dépôts à vue (59.54 % de leurs dépôts. La banque d'Algérie relève que 40.06 % des ressources proviennent du secteur public et 59.94 % du secteur prive.

Grosso modo la provenance des dépôts est la suivante : 40 % des dépôts proviennent des ménages, 20 % des entreprises privées et un peu plus de 40 % des entreprises et organismes publics. Pour mémoire les dépôts auprès d'Algérie Poste s'élèvent à 1348 milliards de dzd.

A relever l'importance des dépôts devises : 907.10 milliards de dzd soit environ 6.75 milliards de $ au taux de fin 2023. Ces dépôts sont néanmoins en baisse sensible par rapport aux données affichées à fin 2022 : 1021.70 milliards de dinars soit 7.44 milliards de $. Les dépôts devises ont donc diminué d'environ 690 millions de $. Il serait intéressant de connaitre la destination sous jacente a cette baisse.

Les dépôts tires de la finance islamique sont globalement de 680 milliards de dinars soit une hausse de 22.60 % par rapport a 2022, dont environ 540 milliards au niveau des deux banques islamiques de la place soit environ 80 %.

2 - les prêts à la clientèle progressent après une période de stagnation

Une divergence avec banque d'Algérie qui traite des crédits à l'économie et notre approche qui traite des crédits à la clientèle. On observe que les prêts à la clientèle de notre système bancaire sont en hausse de 5.76 % (en contexte d'inflation évaluée a 9.32 %) en 2023. Les banques publiques participent à hauteur de 84.12 % à ces crédits à la clientèle et les banques privées pour 15.88 %. La hausse chez les banques publiques a été de 5.03 % contre 9.83 % chez les banques privées. A noter que les encours de crédit à la clientèle de la BEA continuent de baisser de 1 % après la baisse de 8.53 % observée sur l'exercice 2022. Ils passent de 1.641 milliards a fin 2021, a 1.501 milliards a fin 2022 et a 1491 milliards en 2023.

Les prêts de la BNA sont en hausse de 11 %. Ceux de la BADR baissent de 1% et ceux de la BDL progressent de 7.40 % %. L'activité de crédit est en hausse aux guichets du CPA (+ 6.81 %)et de la CNEP (+ 7.77 %).

Globalement pour notre économie, après une année 2022 ou nous avons relevé que la hausse des dépôts suite à l'amélioration du prix des hydrocarbures ne s'était pas traduite par une hausse de l'activité de crédit, nous observons en 2023 une relative relance. La banque d'Algérie relève que 58.32 % des crédits sont orientes vers le secteur prive et 41.68 % vers le secteur public.

A noter que les banques publiques financent la quasi totalité des crédits au secteur public mais aussi les 3/ 4 des crédits au secteur prive. Les banques privées sont absentes des crédits au secteur public et contribuent a hauteur de 25 % du montant des crédits au secteur prive.

3 - une évolution sensible de l'actif des banques publiques

La part des titres publics dans les bilans bancaires reste tres importante

Pour les banques publiques, la dichotomie observée ces dernières années entre la hausse des bilans et la stagnation des crédits à la clientèle s'est traduite notamment par une présence plus marquée dans les bilans bancaires d'actifs sur l'administration centrale (obligations, bons du trésor et obligations assimilables).

Ceci découle notamment du déploiement du programme spécial de refinancement qui s'est traduit par un rachat aux banques publiques en 2021 et 2022 par le trésor des crédits dits syndiques en contrepartie d'obligations a concurrence de 2.599 milliards de dzd (source banque d'Algérie).

Aussi, la taille des portefeuilles de valeurs d'état détenus par nos banques publiques a continue de croitre et représente une part très significative de leurs bilans. Au total, les banques de la place détiennent 7.308 milliards de dzd en titres du trésor soit en moyenne 32.17 % du total de leurs bilans. Les banques jouent un rôle de plus en plus important dans le financement du déficit des finances publiques : 6.788 milliards sont détenus par les banques publiques et 520 milliards par les banques privées.

(A suivre)

ANNEE 2023 — TABLEAU 1

SECTEUR BANCAIRE ALGERIEN A FIN 2023

EN MILLIARDS DE DZD	TBilan	Depots	Prets	PNB	RBE	COEF EXP %	Profit	Fds Propres	Provnettes	RoE %
BANQUE EXTERIEURE ALGERIE	4563	3609	1491	75,55	56,64	25	50,49	495,15	9,16	10,14
BANQUE NATIONALE ALGERIE	6106	2985	1805	104,8	76,6	26,93	50,37	417,2	24,19	12,07
CREDIT POPULAIRE ALGERIE	3331	2010	1348	67,67	46,24	31,66	38,01	276,84	3	13,73
BANQUE AGRICULTURE ET DEV RURAL	2139	1615	1343	70,03	38,11	45,58	21,08	142,69	13,54	14,98
BANQUE DEVELOPPEMENT LOCAL	1603	1294	975,2	52,42	33,78	35,55	17,55	104,37	13,83	16,8
CNEP	2114	1510	934	48,42	28,67	40,78	19,38	123,32	9,58	15,71
BANQUES PUBLIQUES	**19856**	**13023**	**7896,2**	**418,89**	**280,04**	**33,14**	**196,88**	**1559,57**	**73,3**	**12,62**
SOCIETE GENERALE ALGERIE	471	374,52	243	27,18	15,69	42,28	10,53	54,92	1,45	19,17
BNP PARIBAS EL DJAZAIR	299	239,6	151	15,48	3,08	74,69	4,66	29,38	-3,121	15,87
NATIXIS ALGERIE	195	154,2	92	10,48	4,98	58,34	3,15	24,98	0,617	12,61
GULF BANK ALGERIE	365	297,2	185,75	17,32	8,87	48,77	4,2	39,63	3,21	10,59
ARAB BANK	112	80,6	54,42	5,29	3,42	35,33	2,36	23,53	0,123	10,05
CITIBANK ALGERIA	181	147	42,24	10,97	9,05	17,51	6,75	27,19	0	24,84
HSBC ALGERIA	104	75,8	25,19	5,07	3,07	39,4	2,33	21,9	0	10,65
TRUST BANK ALGERIA	164,6	93,33	130,7	11,68	8,09	30,78	6,04	28,28	-0,101	21,34
FRANSABANK EL DJAZAIR	151,8	122,5	103,66	6,63	3,94	40,62	2,03	20,55	1,13	9,92
HOUSING BANK ALGERIA	86,74	58,29	47,16	4,47	2,71	39,41	1,81	25,48	0,119	7,12
AL BARAKA	309,44	255,43	137,66	9,07	4,9	48,77	3,95	29,35	-0,43	13,46
AL SALAM BANK	333,88	280,76	220,78	13,68	9,05	35,88	5,83	27,31	1,14	21,36
ARAB BANK CORPORATION ABC	86,49	50,27	57	4,64	2,32	50,23	1,34	26,52	0,575	5,07
BANQUES PRIVEES	**2859,95**	**2229,5**	**1490,56**	**141,96**	**79,17**	**44,23**	**54,98**	**379,02**	**4,712**	**14,5**
TOTAUX 2023 POUR MARCHE GLOBAL	**22716**	**15252,5**	**9386,76**	**560,85**	**359,21**	**35,95**	**251,86**	**1938,59**	**78,01**	**12,99**
TOTAUX 2022 POUR MARCHE GLOBAL	**22004**	**14642,51**	**8874,85**	**513,16**	**331,21**	**35,45**	**225,62**	**1793,55**	**73,26**	**12,57**

SOURCES : COMPILATION DES ETATS FINANCIERS PUBLIES PAR LES BANQUES PAR SEKAK CONSEILS

T BILAN : TOTAL BILAN
PRETS : PRETS A LA CLIENTELE
DEPOTS : DEPOTS DE LA CLIENTELE Y INCLUS LES BONS DE CAISSE
COEFFICIENT EXPLOITATION : FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE
RoE : RESULTAT NET A FIN 2023 / FONDS PROPRES A FIN 2022 SANS PRISE EN COMPTE DES DIVIDENDES REGLES EN 2023
RBE : RESULTAT BRUT EXPLOITATION
RESULTAT NET : RESULTAT APRES IMPOTS
PNB : PRODUIT NET BANCAIRE

BATNA

Plusieurs opérations inscrites en 2024 au bénéfice du site archéologique et du musée de Timgad

Plusieurs opérations ont été inscrites en 2024 au bénéfice du site archéologique et du musée de Timgad (Batna), a indiqué, lundi, le responsable du musée et du site de Timgad, Chafik Boughrara, également chargé des sites de Zana, d'Imedghassen et de Tobna.
"Ces opérations inscrites par le ministère de la Culture et des arts portent sur la valorisation du site et du musée, ainsi que leur sécurisation contre tous les risques, en plus de la restauration du musée qui renferme des mosaïques rares et uniques", a ajouté M. Boughrara dans une déclaration à l'APS.
L'étude de ces opérations, déjà engagée, est actuellement en cours par des bureaux d'études spécialisés dans le domaine, a-t-il ajouté, notant qu'il est prévu d'entamer les travaux "au début de l'année 2025".
Le responsable de ces sites archéologiques, gérés par l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés a mis l'accent sur l'importance des opérations inscrites pour le site et le musée qui renferment des vestiges et des pièces archéologiques remontant à l'époque romaine.
La même source a également souligné que les travaux seront menés "avec le plus grand soin pour préserver les caractéristiques du musée et du site de l'antique Thamugadi en tenant compte de leur valeur historique et archéologique".
Construite par les Romains en l'an 100, la cité archéologique de Timgad, située à 36 km à l'est de Batna, a conservé ses vestiges, tels que le théâtre antique et le musée où sont conservées plus de 86 mosaïques de différentes dimensions.
Le site archéologique de Timgad, d'une superficie totale de 83 hectares, classé au patrimoine mondial par l'UNESCO depuis 1982, attire d'année en année un nombre croissant de touristes de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

SÉTIF

Clôture du 1er Salon national de l'agriculture et de la production végétale

La 1ère édition du Salon national de l'agriculture et de la production végétale, qui s'est tenue sous un chapiteau géant à la cité El-Hidhab de Sétif, entre le 18 et le 21 octobre courant, a été clôturée lundi après-midi.

"Cette édition a atteint, malgré sa nouveauté, l'objectif escompté, à savoir attirer le plus large public possible puisque le nombre de visiteurs a dépassé les 5.000 personnes", a déclaré à l'APS M. Hamza Benmakhlouf, secrétaire général de la Chambre de l'agriculture, initiatrice de l'événement, en marge de la cérémonie de clôture de cette manifestation à laquelle 35 exposants venus de 15 wilayas ont participé.
S'agissant de l'affluence observée, ce sont les pavillons dédiés aux matériels et aux équipements agricoles qui ont connu le plus grand nombre de visiteurs et de professionnels, notamment pour le matériel d'irrigation, les pompes et les équipements d'énergie solaire qui permettent de réaliser d'importantes économies par rapport aux matériels fonctionnant à l'électricité, selon M. Benmakhlouf qui a ajouté que de nombreux contrats commerciaux ont été conclus dans ce dernier domaine.
En ce qui concerne la production agricole, la qualité des fruits et légumes de la région de Sétif a impressionné les visiteurs, à l'image des pommes de Djebel Megress et l'huile d'olive de la région nord de Sétif, considérée comme l'une des meilleures, a encore indiqué la même source.
Les organisateurs du Salon ont affirmé que la prochaine édition sera "enrichie par des pavillons de machines lourdes pour la moisson et le battage, de tracteurs et d'équipements agricoles modernes à même d'aider les agriculteurs à suivre les évolutions et les avancées en matière de machinisme agricole".

BORDJ BOU ARRERIDJ

Achèvement des travaux de raccordement de la zone industrielle de Mechta Fatima à l'électricité et au gaz

Les travaux de raccordement de la zone industrielle de Mechta Fatma, dans la commune d'El Hamadia (sud de Bordj Bou Arreridj) aux réseaux de l'électricité et du gaz sont achevés, ce qui assurera de meilleures conditions aux investisseurs, a indiqué, lundi, le directeur de la distribution de l'électricité et du gaz.
La responsable de la cellule de communication de cette direction, NarimaneLounakel, a précisé à ce propos, qu'un transformateur électrique d'une capacité de 60/30 kV a été réalisé, ce qui permettra de "couvrir les besoins en énergie électrique de cette zone industrielle pendant plus de 20 ans", ainsi qu'une station de régulation de la pression gaz d'une capacité de traitement de 30.000 m3/h, "permettant de couvrir tous les besoins de la zone en matière d'énergie gazière".
"Ces actions permettront de répondre aux besoins énergétiques des investisseurs de la zone industrielle, favorisant ainsi un exercice confortable de leurs activités", a-t-elle ajouté, notant que l'électricité et le gaz ont été fournis à "toutes les entreprises actuellement en production dans la zone industrielle de Mechta Fatima".
Le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, avait souligné, dimanche, lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), que le raccordement des zones industrielles de Mechta Fatima et de R'mail, dans la commune de Ras El Oued, aux réseaux de distribution de l'électricité et du gaz "s'inscrit dans le cadre du soutien de l'investissement et du développement local".
Les unités de production dans les deux zones industrielles citées activent dans plusieurs créneaux, tels que l'électronique, la transformation et l'agroalimentaire, "contribuent à l'effort national de soutien à l'investissement, à l'encouragement des exportations, à la réduction de la facture des importations et à la création d'emplois", avait-il également déclaré.
Pour rappel, les zones industrielles de Mechta Fatima et de R'mail avaient auparavant bénéficié d'une autorisation exceptionnelle pour leur raccordement à l'électricité et au gaz, étant donné qu'elles sont situées en dehors du périmètre urbain et ne peuvent, de ce fait, bénéficier des programmes sectoriels.

SAÏDA

Lancement d'une opération de plantation de plus de 50.000 arbustes

La Conservation des forêts de la wilaya de Saïda a lancé une opération de plantation de plus de 50.000 arbustes, a-t-on appris, lundi, auprès de cette direction.
Le Conservateur des forêts de la wilaya, Hamza Mebrouki, a déclaré à l'APS que cette opération, lancée hier dimanche au niveau de la zone El Merdja (commune de Aïn Lahdjar), cible la plantation de 50 hectares de la surface boisée de pin d'Alep, où l'opération a été confiée à l'entreprise régionale de génie rural "Sersou" (wilaya de Tiaret).
Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet de plantation forestière visant à réhabiliter les zones endommagées par les incendies, ces dernières années dans la wilaya de Saïda.
Dans ce cadre, l'année dernière, 270.000 arbustes de pin d'Alep ont été plantés sur une surface de 270 hectares par cette entreprise. L'entreprise régionale de génie rural cible la plantation d'une superficie globale de 400 hectares de surfaces boisées à travers différentes communes de la wilaya, indique-t-on.
A noter que la Conservation des forêts a planté plus de 311.000 arbustes dans la wilaya de Saïda, dans le cadre des campagnes de reboisement lancées depuis octobre 2023, qui se sont poursuivies jusqu'au 21 mars dernier.
Des arbustes de pin d'Alep et de platane ont été mis en terre sur une superficie de 500 hectares, à travers toutes les communes de la wilaya.
Pour rappel, la wilaya de Saïda recense une superficie forestière totalisant 159.525 hectares, selon la Conservation des forêts.

TISSEMSILT

La réalisation d'un village touristique affiche un taux d'avancement appréciable

Les travaux de réalisation d'un village touristique, implanté au Parc national de ThenietEl-Had (Tissemsilt), également connu sous l'appellation de la Forêt d'El-Medded, enregistrent un taux d'avancement appréciable, a-t-on appris, auprès du directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Khemissi Mechaouek.
Il a indiqué que la réalisation de ce village touristique, dont l'infrastructure maitresse concerne un hôtel d'une capacité d'accueil de 140 lits, initié par un opérateur privé du secteur du tourisme, affiche un taux d'avancement estimé à plus de 65%, relevant que sa direction veille à la réception et à l'entrée en exploitation de cette infrastructure durant l'année 2025. Il a également fait observer qu'une fois opérationnel, ce futur village touristique est susceptible de produire un effet d'entrainement pour l'encouragement du tourisme de montagne dans cet espace naturel à forte attractivité touristique. Le même responsable a fait observer que son secteur veille également à la réception du site touristique, en cours de réalisation actuellement au niveau du proche périmètre du barrage de KoudiatRosfa, dans la commune de Beni-Chaïb, avant la fin de l'année 2024.Ce site est composé d'une batterie de structures et d'aires de détente et de loisirs destinées aux familles de la région et des visiteurs, relevant que plusieurs autres projets touristiques sont actuellement en cours de réalisation dans la wilaya, selon la même source.
Parmi ces projets, le responsable local a cité, notamment, celui inhérent à la réalisation de circuits touristiques et écologiques à travers plusieurs communes, d'un village de l'artisanat dans la commune de Sidi Slimane, l'aménagement d'un site touristique et thermal dans la commune de Malâab, ainsi que la réhabilitation de la zone d'expansion touristique (ZET) de la commune de Tissemsilt.

Pourquoi le prix Nobel d'économie 2024 est qualifié de «manifeste du parti bourgeois»

L'Académie des sciences de Suède a distingué cette année trois spécialistes de l'économie des institutions. Seulement, en étudiant les travaux de ces chercheurs américains, on réalise que ce choix est très politisé.

L'annonce a eu lieu le lundi 14 octobre. Daron Acemoğlu et Simon Johnson, du MIT, et James Robinson, de l'Université de Chicago, ont reçu le prestigieux prix Nobel d'économie pour leurs travaux en économie institutionnelle. L'Académie des sciences de Suède a mis en avant leurs résultats sur «l'impact des institutions dans le cadre du développement économique». Les chercheurs ont en effet démontré qu'un «pays doté d'un tissu d'institutions sociales et sociétales fortes avait un développement économique plus important».

Pour eux, le développement d'un pays est surtout expliqué par l'existence d'institutions inclusives fortes, capables de favoriser le partage, la redistribution et la croissance des richesses, de soutenir le développement et l'avancée d'un pays. Parmi ces institutions inclusives, on devrait à la fois retrouver des organismes politiques démocratiquement élus, des représentants syndicaux, mais aussi des organismes bancaires, utiles pour l'octroi de crédits et de financements des investissements, ainsi que des organismes financiers, servant aux levées de fonds et à la maximisation des dotations de richesses.

En réformant, le pays grandira

Sur le principe, l'idée paraît évidente et semble passer l'épreuve des faits. Mettez en place des institutions inclusives et démocratiques, favorisez le développement financier et bancaire, bloquez toute forme de népotisme ou de totalitarisme, écoutez les revendications populaires, évitez les conflits, et vous favoriserez le développement de votre pays. D'ailleurs, pour consolider leurs résultats, les lauréats du prix Nobel Acemoğlu, Johnson et Robinson prennent le cas empirique des anciennes colonies africaines et asiatiques et démontrent que celles ayant fait le choix rapide de réformes politiques fortes sont celles qui s'en seraient le mieux sorties.

Leur conclusion, que l'on peut retrouver dans le livre Why Nations Fail – The origin of power, prosperity and poverty écrit par Acemoğlu et Robinson en 2012, se résume ainsi: «Seul un cadre institutionnel politique et économique inclusif permet une croissance soutenue sur le long terme. […] Les pays riches sont ceux qui partagent le pouvoir économique et politique dans des institutions pluralistes favorisant la concurrence.»

Pourtant, rapidement après l'annonce de l'Académie des sciences de Suède, un certain nombre d'économistes, pour la plupart hétérodoxes, ont critiqué cette annonce et remis en cause les travaux des lauréats. Daniela Gabor, de l'Université de Bristol en Grande-Bretagne, s'est même épanchée sur le réseau social X en dénonçant cette décision et en rappelant à quel point les travaux d'Acemoğlu, Johnson et Robinson (AJR) ne faisaient pas l'unanimité. Pour elle, et pour beaucoup d'autres économistes, les différences entre les pays développés et les pays pauvres ne s'expliquent pas par les institutions, qui ne seraient que «des boîtes noires», des excuses.

La colonisation contre le développement économique

À aucun moment les lauréats du Nobel ne citent le capitalisme financier, la subordination financière, l'hégémonie des monnaies occidentales ou l'extractivisme occidental. Autrement dit, l'analyse d'AJR fait fi des réalités historiques. Or on pourrait observer qu'un pays est pauvre non pas parce qu'il a délibérément décidé de ne pas réformer ses institutions ou d'imposer la démocratie politique et bancaire, mais parce qu'il a subi son histoire et son passé, qu'il a subi la colonisation et l'autorité des pays occidentaux pour assurer leur hégémonie.

Des pays faiblement démocratiques comme la Chine peuvent parfaitement réussir; d'autres s'étant imposés des réformes économiques et politiques fortes n'ont aucune certitude d'y arriver.

Selon Ingrid Kvangraven, économiste membre du département d'économie du développement au King's College de Londres, la théorie des institutions d'AJR a réussi à «intégrer le colonialisme dans la théorie économique dominante sans remettre en question l'eurocentrisme sous-jacent du capitalisme».

Les pays seraient donc responsables de leur situation et n'auraient pas été victimes de leur statut d'ancienne colonie, leur vitesse de développement ne serait pas la conséquence d'une intervention capitaliste occidentale centenaire, mais de leur volonté ou non d'accélérer les réformes, la croissance et la sortie de la pauvreté. Nous serions donc en plein dans l'idéologie néolibérale appliquée au développement.

Le «manifeste du parti bourgeois»

Le meilleur moyen d'assurer ce développement serait tout simplement de mettre en place des réformes politiques et financières. Appliquez la démocratie, libéralisez les marchés bancaires et financiers, votre économie décollera. Rakesh Bhandari, de l'Université de Berkeley, en Californie, va jusqu'à parler de «manifeste du parti bourgeois» pour qualifier Why Nations Fail – The origin of power, prosperity and poverty et l'opposer au Manifeste du Parti communiste, de Karl Marx et Friedrich Engels.

Pour l'économiste américain, «c'est une défense des institutions bourgeoises. […] Ce sont ces institutions qui comptent, et non la géographie, la culture ou des politiques publiques. […] Les entrepreneurs doivent être motivés par la défense des droits de propriété, doivent être libres de faire bouger les choses, sinon la stagnation s'installe.»

Les choses sont donc plus complexes et tout ne peut pas seulement être expliqué par les institutions, qu'elles soient politiques ou économiques. Des pays faiblement démocratiques comme la Chine peuvent parfaitement réussir; d'autres s'étant imposés des réformes économiques et politiques fortes n'ont aucune certitude d'y arriver.

L'économie doit dépasser les modélisations génériques et universelles pour préférer des analyses plus fines, intégrant l'histoire, le passé, la culture, les interactions sociales, etc.

Dans notre monde capitaliste, des pays sont pauvres aussi parce que des pays se sont enrichis, qu'ils ont exploité les richesses des dominés: le tout est un jeu à somme nulle. S'il y a des gagnants, c'est qu'il y a forcément des perdants. Il est difficile et peu pertinent de vouloir à tout prix expliquer la hiérarchie économique entre les pays par la seule voie institutionnelle. Malheureusement, ce prix Nobel viendra très certainement conforter les acteurs dans leur position et leurs certitudes.

Source : Slate.fr

La dette, grande absente de la campagne électorale américaine

Par Michel Santi, économiste (*)

Malgré une dette colossale de presque 36.000 milliards de dollars, la question ne semble préoccuper ni les candidats à la présidence américaine, ni le débat public. Pourtant, les finances fédérales se dirigent tout droit vers un gouffre abyssal.

Pour régler un problème, il faut d'abord en être conscient. La dette américaine qui atteint 35.769.084.471.524 dollars en ce mois d'octobre 2024 ne préoccupe - de fait - aucun des deux candidats actuels à la Présidence américaine. Le terme de « dette » n'a du reste même pas été mentionné une seule fois dans le débat les ayant opposés.

Sabrer les dépenses publiques…

Il n'est pas plus présent sur le programme officiel 2024 des Républicains. Si ce n'est une fantaisie débile récemment pondue conjointement par Musk et Trump de créer un ministère de l'Efficience gouvernementale, « Department of Government Efficiency plan », qui se proposera de sabrer les dépenses publiques de pas moins de... 80% ! Quant à la candidate Harris, elle se contente pour tout programme d'affirmer que le sien sera moins dépensier que celui de son adversaire.

Le diagnostic est pourtant d'une rare clarté, à savoir que les dépenses de l'État fédéral américain sont condamnées à se creuser irrémédiablement ces 10 prochaines années, car le gouvernement des États-Unis doit faire face à 3 postes principaux.En réalité à 3 gouffres principaux : la Sécurité sociale, Medicare (l'assurance-maladie publique) et les intérêts sur sa dette qui seront de 1.160.000.000.000 cette année, à leur plus haut historique.

Aucun des deux candidats ne souhaite évidemment remettre en cause les 2 premiers postes, et aucun n'a de solution pour le troisième. Les organismes publics américains viennent même de calculer que, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis dépenseront cette année plus sur les intérêts de leur dette que sur leur armée et leur défense. Le ratio dette/PIB pulvérise lui aussi tous les records précédents puisqu'il est attendu à environ 125% en 2024.

Ce n'est pas parce que le pays, son économie et ses marchés financiers ne sont pas en crise qu'il convient de détourner l'attention. En attendant, cette dette comprime les salaires et les revenus des ménages du pays depuis plusieurs décennies. Extraordinaire par son ampleur, elle fragilise les fondations mêmes de la prospérité américaine, un peu à la manière de termites dont on ne se rend compte de la présence que lorsque s'effondre la maison.

Nul ne sait si le point de non-retour est proche

Toujours est-il que, par définition, sa survenue - provoquée par une spirale de la dette dont on prendrait subitement conscience - sèmera la dévastation, pompera les liquidités hors de l'économie, contraindra à augmenter massivement les impôts dans le seul objectif de s'acquitter des intérêts dus. Le pays devra alors payer davantage pour attirer les créanciers, initiant un effet boule de neige contraignant le secteur privé à devoir lui aussi se financer plus cher, et donc à investir moins et à licencier plus. Un indicateur infaillible de ce point de non-retour est lorsque l'État en question emprunte dans le but de régler les intérêts de sa dette. À travers l'Histoire, les exemples sont multiples de pays dont la dette a atteint 200, voire 250%, de leur PIB, et qui ont dû actionner intensivement leur planche à billets, puis subir l'hyperinflation. Weimar, plusieurs nations d'Amérique latine, le Zimbabwe, le Liban... Dès lors, les États-Unis, l'Union européenne, le FMI volent à leur secours pour les renflouer. Une nation comme la Grèce peut être sauvée. Néanmoins, au vu de la taille de mastodonte absolu de l'économie américaine, personne ne pourra jamais la renflouer en cas de besoin. Aucune autre économie au monde n'est en mesure de sauver les États-Unis, en cas de spirale incontrôlable.

(*) Macro-économiste, spécialiste des marchés financiers et des banques centrales, écrivain.

Source : La Tribune.fr

ÉDIFIER L'AVENIR

Le futur des villes intelligentes en Arabie saoudite

L'événement "Green and Smart Contraction", organisé sous le haut patronage de l'Ambassade de France en Arabie Saoudite et Business France, s'est tenu en premier lieu à Riyad le 14 octobre au Crowne Plaza RDC Hôtel à Riyad, le 15 et 16 octobre à Djeddah.
Cette première édition a rassemblé une délégation française composée de 20 entreprises spécialisées dans le secteur de la construction de villes intelligentes, ainsi que des représentants d'organismes gouvernementaux et de responsables de mégaprojets.
L'objectif principal de cet événement était de mettre en avant l'expertise française en matière de construction durable et d'innovation. Les participants ont eu l'occasion de partager leurs connaissances et de discuter des meilleures pratiques pour intégrer des solutions intelligentes et durables dans les projets d'infrastructure.
Cette initiative témoigne de l'engagement des deux pays à collaborer dans le domaine du développement durable et à répondre aux défis urbains contemporains.
Le Royaume adopte de plus en plus de pratiques durables dans ses projets de construction tels que la ville future de Neom, le projet de la mer Rouge, DiriyahGate, Qiddiya, Al Ulla, les projets urbains des villes de Riyad et Djeddah, et met l'accent sur la certification LEED dans la plupart de ces projets.
La valeur totale des projets de construction dans la région MENA s'élève à 3 000 milliards de dollars. Le Royaume représente à lui seul près de 35 %, soit environ 1 300 milliards de dollars. Le marché de la construction en Arabie saoudite devrait croître à un taux annuel moyen de 4 % entre 2024 et 2027, grâce aux efforts de diversification économique et de privatisation de l'économie saoudienne portés par la Vision 2030 du Royaume.

FINANCEMENT DU RISQUE DES CATASTROPHES NATURELLES

La Tunisie se dote d'une stratégie

Une nouvelle stratégie nationale sur le financement du risque de catastrophe est actuellement en cours d'élaboration. C'est ce qu'a déclaré Monia Ben Saïd, directrice au sein de «TunisRe», lors de son intervention à la 7e université d'été organisée récemment, par l'Atcf. Elle a précisé que cette stratégie a été initiée suite à la survenue d'un événement déclencheur, en l'occurrence les inondations survenues à Nabeul en 2018, qui ont mis à nu le grand déficit de couverture des catastrophes naturelles en Tunisie.

En effet, cet événement climatique majeur a engendré des pertes économiques estimées à plus de 299 millions de dinars. Les secteurs les plus touchés étaient le transport, le logement et l'agriculture. Plus de 2.400 emplois ont été perdus, provoquant une perte de revenus de 3,3 millions de dinars. Plus de 300 logements ont été détruits et 2.500 partiellement touchés. Malgré ces dégâts considérables, les pertes assurées se sont limitées à 20 millions de dinars seulement représentant un déficit de protection de 93%.
«On peut voir ici le degré de vulnérabilité du pays en termes d'assurance. Les inondations de Nabeul ont révélé des lacunes critiques dans le financement des catastrophes en Tunisie, qui avait une approche ad hoc pour y faire face. Le gouvernement agit souvent en tant qu'assureur de dernier recours. Les instruments de financement se limitent à des produits assurantiels, avec un faible taux de pénétration de 2,4%, et à des instruments budgétaires limités», a-t-elle indiqué.
Elle a ajouté que le déblocage exceptionnel du Fonds de garantie des assurés lors des inondations de Nabeul a été l'élément déclencheur d'une réflexion stratégique sur la nécessité d'adopter une approche proactive de financement et de réponse aux catastrophes. Il s'agit de mettre en place une stratégie financière permettant d'apporter une réponse fiable, rentable et efficace. Grâce à un préprogramme financé par la Banque mondiale et l'AFD à hauteur de 100 millions de dollars, la Tunisie a commencé à adopter une nouvelle approche proactive de réduction des risques ex ante, en renforçant les moyens de prévention face à l'augmentation des catastrophes naturelles, mais aussi en mettant en place un mécanisme de financement des risques de catastrophes pour protéger les populations touchées, à travers la stratégie nationale de financement du risque de catastrophe (Snfc).

Réduire la responsabilité contingente de l'Etat

L'objectif de cette stratégie est de favoriser une planification budgétaire qui tient compte des risques de catastrophe, en incitant l'Etat à provisionner des ressources ex ante sans compromettre la réalisation des objectifs de développement. Cela se ferait à travers des allocations budgétaires. Cette approche permettra de réduire la responsabilité contingente de l'Etat grâce à des outils de transfert de risque, des instruments de stabilisation macroéconomique permettant de protéger les acteurs économiques et stratégiques. Ben Said a affirmé que la feuille de route a été finalisée et soumise à un Conseil interministériel pour validation. Cette stratégie repose sur deux axes : premièrement, un mécanisme public garantissant l'inclusion des populations les plus pauvres et vulnérables face aux risques climatiques par la création d'un fonds de solidarité publique ou d'une ligne budgétaire. Deuxièmement, le développement du secteur de l'assurance des catastrophes naturelles à travers l'instauration progressive d'une obligation d'assurance. La garantie contre les catastrophes naturelles deviendra obligatoire pour tous les contrats d'assurance dommages.«Ensuite, cette obligation sera à la charge des particuliers. Tout propriétaire d'un bien immobilier ou d'un véhicule, ainsi que toute entreprise industrielle, commerciale ou touristique, devra s'assurer contre les catastrophes naturelles. Le périmètre de couverture n'inclura toutefois pas les dommages aux personnes, comme l'incapacité temporaire ou les décès», a précisé Ben Said. Elle a conclu en soulignant que de plus en plus de pays de la région travaillent sur des stratégies similaires. D'autres, comme le Kenya, le Malawi et le Maroc, ont déjà finalisé les leurs.

MAURITANIE

Les incendies de pâturages coûtent annuellement 5 milliards MRU

La ministre de l'environnement et du développement durable, Messoudamint-Baham, a indiqué que les incendies détruisent annuellement plus de 200.000 hectares de zones pastorales, ce qui équivaut à une perte économique de 5 milliards MRU, en plus des pertes humaines probables. Dans un discours prononcé à l'occasion du lancement de la campagne nationale de lutte contre les incendies pastoraux, elle a ajouté que cette campagne vise à atteindre plusieurs objectifs, dont la réduction des incendies, la sécurisation des espaces pastoraux stratégique du pays, l'évitement des mouvements transfrontaliers des populations et la garantie de leur sécurité. Elle a rappelé que la richesse naturelle, estimée par les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à plus de 38 milliards MRU de bétail, constitue le pilier le plus important de l'économie nationale puisque l'élevage représente en moyenne environ 8 % du produit intérieur brut (PIB), selon les données officielles. Elle a souligné que les pâturages naturels représentent un stock important de masse vivante à même de couvrir les besoins importants en aliments pour le bétail pendant la période de sécheresse, réduisant ainsi le besoin d'importations qui coûtent à l'état des sommes exorbitantes.

ÉGYPTE

Le prix du carburant augmente de plus de 10 %

L'Égypte a augmenté vendredi les prix des carburants de 10 à 17 %, une mesure susceptible d'avoir un impact sur le coût des biens et des services.
Le gouvernement égyptien a indiqué dans un communiqué publié sur Facebook que cette décision avait été prise pour "réduire l'écart entre les prix de vente des produits pétroliers et leurs coûts élevés de production et d'importation".
Les Égyptiens sont aux prises avec une inflation galopante alors qu'ils doivent faire face à des coûts quotidiens croissants qui ont atteint un nouveau sommet au cours de l'été, avec notamment une augmentation de 10 % des prix des carburants, une hausse des tarifs du métro et la dépréciation de la monnaie locale par rapport aux monnaies étrangères.
Selon les nouveaux prix entrant en vigueur vendredi, le coût d'un litre de diesel - très utilisé dans les transports publics - est passé de 11,5 livres (0,23 $) à 13,50 livres (0,25 $), tandis que le prix de l'essence à 92 octanes est passé de 13,75 livres (0,28 $) à 15,25 livres (0,31 $).
La dernière augmentation du prix des carburants est entrée en vigueur le 25 juillet.
Le gouvernement avait alors attribué la hausse des prix à l'augmentation des coûts d'importation de l'énergie en raison de la dépréciation de la monnaie locale et de la flambée mondiale des prix des carburants dans le contexte de la situation en mer Rouge.

TCHAD

Vers la création d'une société nationale de recouvrement des créances bancaires

Face à la hausse de 12,1 % des créances en souffrance dans le secteur bancaire tchadien à fin 2022, le gouvernement a décidé de mettre en place un organisme public, chargé d'élaborer des mesures concrètes et pérennes visant à recouvrer lesdites créances. Un projet de loi portant création de cette société a été adopté.

Au Tchad, un projet de loi portant création d'un organisme chargé du recouvrement des créances issues du secteur bancaire a été adopté le vendredi 18 octobre 2024 par les conseillers nationaux.

La création annoncée de cette société émane du constat que : « l'activité de soutien à l'économie à travers le crédit intérieur reste entravée par une accumulation des créances en souffrance, qui progressent depuis plusieurs années, et évaluées à 300,7 milliard de FCFA au 31 décembre 2022, en augmentation de 12,1% en glissement annuel », lit-on sur le site Internet du Conseil national de transition (CNT).

Cette accumulation des créances pèse non seulement sur la rentabilité des banques mais entrave également leur capacité à financer l'économie. L'institution qui sera créée aura pour mission de mettre sur pied des solutions pérennes visant à recouvrer les créances. Elle aura pour actionnaire majoritaire l'Etat tchadien et sera placée sous la tutelle du ministère des Finances, du Budget, de L'Economie et du Plan. Elle fonctionnera grâce aux ressources issues de ses prestations de service. Son mécanisme de fonctionnement sera précisé par un décret d'application.

Au sein de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) à laquelle appartient le Tchad, le risque de crédit, appréhendé par les créances en souffrance, demeure l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les banques. Selon la revue de stabilité financière 2022 de la BEAC, publiée en janvier 2024, les créances en souffrance de la zone ont été multipliées par 4 en dix ans. Elles ont atteint 1917,9 milliards FCFA au 31 décembre 2022, soit 18,3 % des crédits bruts comparativement à leur niveau à fin 2012 (495 milliards FCFA), soit 9 % des crédits bruts.

Selon l'institution d'émission des 6 pays de la zone, la dégradation de la qualité du portefeuille de crédits des banques entre 2012 et 2022 est le reflet des facteurs à la fois conjoncturels et structurels. Sous l'angle structurel, le régulateur note l'insuffisance des dispositifs de gouvernance et de gestion des risques au niveau des banques. Celles-ci privilégient davantage des aspects commerciaux au détriment d'une analyse rigoureuse du risque de crédit.

Sur le plan conjoncturel, l'augmentation des créances en souffrance résulte de la fragilisation des équilibres budgétaires des Etats, dans un contexte de chute du cours du pétrole intervenu à la mi-2014. La baisse de l'activité économique qui s'en est suivie a induit une accumulation des arriérés de paiement par les Etats. Les secteurs pétrolier, du bâtiment et des travaux publics et de l'hôtellerie figurent parmi ceux qui ont été les plus affectés par cette conjoncture.

La hausse des créances en souffrance est un frein à la rentabilité et la viabilité des établissements de crédit de la Cemac. Les besoins de provisionnement pour une couverture suffisante des risques de perte sur les créances en souffrance pèsent sur le niveau des fonds propres de ces établissements de crédit et limitent le financement de l'économie.

Face à la hausse des créances en souffrance, la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac) a engagé des mesures notamment celles enjoignant aux établissements de crédit d'élaborer et de communiquer leurs plans d'apurement des créances en souffrance ainsi que les dispositions prises à leur niveau pour améliorer leurs dispositifs de gestion du risque de crédit. Notons qu'à fin 2022, le système bancaire tchadien était constitué de 10 établissements bancaires.

ETHIOPIE

Un plan directeur à 2,6 milliards $ pour les infrastructures logistiques

Privée d'accès à la mer, l'Ethiopie veut renforcer ses infrastructures de soutien logistique pour réduire les contraintes liées à son état d'enclavement.

Le ministère éthiopien des Transports a dévoilé une feuille de route évaluant à 2,6 milliards USD les besoins d'investissement dans les infrastructures logistiques nationales. Le rapport traite du soutien à la chaîne d'approvisionnement depuis les pays côtiers voisins comme Djibouti, le Kenya, ou la République du Soudan.

Parmi les projets prévus figure la modernisation du chemin de fer de 752 km reliant la capitale Addis-Abeba au port de Djibouti. Il y a aussi « la construction de nouvelles lignes, dont Dire Dawa - Harar - Jigjiga - Togochale - Berbera, Aysha - Berbera et Woldiya - Wereta - Metemma - Gadarif - Port Soudan reliant l'Éthiopie au port de la mer Rouge au Soudan ».

Une étude de faisabilité est en cours pour une ligne reliant Sebeta et Jimma à Boma en République démocratique du Congo, indique le document qui évoque par ailleurs la construction de terminaux dans les ports secs, de même que des réformes opérationnelles, réglementaires et institutionnelles pour restructurer le secteur.

Ce plan directeur est dévoilé alors que l'Ethiopie, dont environ 80% des importations se font via Djibouti, essaie de diversifier ses sources d'approvisionnement. Enclavé, le pays considéré comme une puissance régionale dans la corne de l'Afrique se voit confronté à des contraintes logistiques qui brident son potentiel économique.

Après un accord controversé avec le Somaliland pour accéder à la mer, il a obtenu en septembre dernier le feu vert de Djibouti pour exploiter un port sur l'océan indien, au large du golfe d'Aden.

En plus d'aider à diversifier les sources d'approvisionnement, la construction de ces nouvelles infrastructures devrait réduire les coûts et les délais de fret grâce à une meilleure interconnexion du pays et des ports voisins. Elle permettra aussi de réduire la pression sur le réseau routier, très sollicité du fait des limites de capacité du réseau ferroviaire.

SÉNÉGAL

Adhésion à la Fédération internationale du lait

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal est l'un des principaux marchés pour le lait et les produits dérivés avec le Nigéria, le Mali ou encore le Burkina Faso. Dans le pays, la production locale reste insuffisante et couvre moins de la moitié des besoins nationaux.

Le Sénégal a officiellement rejoint la Fédération internationale du lait (FIL) lors du Sommet mondial du lait qui s'est tenu du 15 au 18 octobre 2024 à Paris en France. Avec cette adhésion, le pays devient le premier d'Afrique de l'Ouest à intégrer l'organisation, et le 5ème en Afrique avec le Kenya, le Rwanda, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Fondée en 1903 et basée à Paris, la FIL regroupe des associations nationales de producteurs laitiers, d'organisations de transformation et de fédérations de l'industrie laitière de 40 pays, représentant plus de 75 % de la production laitière mondiale. En intégrant cette organisation mondiale, le Sénégal pourrait bénéficier d'un accompagnement et accéder à des connaissances ainsi qu'à des technologies améliorées de production pour renforcer son secteur laitier.

Selon les données officielles, près de la moitié de la consommation de lait et produits dérivés au Sénégal provient des importations en dépit d'une croissance de l'offre locale sur les dernières années.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

223,1 millions $ pour relancer des projets d'infrastructures

Le gouvernement de la République démocratique du Congo ambitionne de contribuer à plus de 50% aux investissements visant à stimuler un développement économique durable, à l'horizon 2030.

En République démocratique du Congo, le gouvernement a alloué 223,1 millions USD à la relance de projets d'infrastructures, selon un récent communiqué du ministère des Finances. Ce financement couvre notamment la modernisation de routes et voiries, l'électrification de zones rurales, la construction de nouvelles routes agricoles et le développement de projets structurants, comme le barrage de Grand Katende prévu pour renforcer la capacité énergétique du pays.

Il couvre aussi le programme de développement local des 145 territoires (PDL-145T), une initiative visant à réduire la pauvreté et les inégalités dans les zones rurales en modernisant les infrastructures de base. Le gouvernement a déjà débloqué 59,72 millions USD le 18 octobre pour permettre aux agences d'exécution comme le BCECO, le CFEF et le PNUD de clôturer la 1ère phase de certains projets en cours, précise le communiqué.

Les régions ciblées par ces investissements comprennent notamment le Kasaï-Oriental, la Tshopo, le Kasaï-Central, l'Ituri, le Kongo-Central, la Tshuapa, ainsi que la capitale Kinshasa.

Le ministre des Finances, Doudou FwambaLikunde, a souligné que c'est le résultat des efforts de stabilisation macroéconomique entrepris depuis juin 2024. Les réformes ont permis de stabiliser le taux de change, de contrôler l'inflation et de renforcer la gestion des finances publiques.

Afin d'assurer la réussite de ces projets, le gouvernement a opté pour un financement diversifié, combinant fonds publics, partenariats privés et soutiens multilatéraux. Cette approche vise à garantir la viabilité financière des projets, mais aussi leur transparence et leur durabilité.

La RD Congo s'est engagée dans une politique de relance économique en plaçant les infrastructures au cœur des priorités. En juillet dernier, le gouvernement a annoncé un plan d'investissement de 1,5 milliard de dollars pour 2024, avec l'ambition de financer plus de 50% des dépenses infrastructurelles d'ici 2030, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en ordre dispersé, attentiste avant de nouveaux résultats

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé lundi, avant une nouvelle volée de résultats trimestriels et réagissant à un sursaut des taux obligataires.

Le Dow Jones a abandonné 0,80%, l'indice Nasdaq a gagné 0,27% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,18%. Vendredi, Dow Jones et S&P 500 avaient clôturé sur des nouveaux records, le 47e de l'année pour le second.
«Le marché est en train de subir une petite indigestion, car il est attentif à la hausse des taux obligataires», analyse auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 4,19%, contre 4,08% vendredi en clôture.
Selon les analystes, ce bond des taux obligataires pourrait s'expliquer par les inquiétudes relatives au déficit budgétaire américain à l'approche de l'élection présidentielle, aucun des deux candidats n'ayant annoncé de mesures pour le réduire.
Par ailleurs, face à cette échéance, «de nombreux investisseurs préfèrent attendre», selon Jack Ablin, de Cresset Capital. «Le moment semble mal choisi pour faire de gros paris», ajoute-t-il.
L'attention de la place américaine se porte cette semaine sur une nouvelle volée de résultats, avec une forte représentation de l'industrie lourde, notamment Lockheed Martin, RTX, 3M ou Kimberly Clark, mardi. Le secteur technologique sera également à l'honneur, avec Alphabet et Texas Instrument mardi, IBM et Tesla mercredi, puis Amazon jeudi.
Les résultats trimestriels de Boeing, General Motors et Coca-Cola sont eux aussi attendus.
Le marché «atteint des niveaux record parce qu'il est très optimiste quant à la possibilité que les résultats atteignent, voire dépassent, les attentes», souligne Patrick O'Hare.
A la cote, le Nasdaq a été soutenu par quelques-unes des grandes capitalisations du secteur des semi-conducteurs, dont Nvidia (+4,14%), Marvell Technologies (+2,48%), Broadcom (+0,06%), AMD (+1,24%) et Intel (+0,31%).
Après un bel envol en début de journée, Boeing a terminé dans le vert (+3,11%), porté par l'annonce d'un accord préliminaire entre la direction et le syndicat des machinistes IAM qui prévoit notamment des revalorisations salariales de 35% sur quatre ans.
Les membres du syndicat doivent se prononcer sur ces propositions mercredi. Un vote favorable mettrait fin à une grève qui dure depuis le 13 septembre et paralyse les deux principaux sites de production de l'avionneur.
Le groupe de messagerie et de livraison de colis UPS a chuté (-3,38%) après une mauvaise note de Barclays. Son concurrent Fedex a également terminé dans le rouge (-2,04%).
La compagnie aérienne à bas coûts Spirit Airlines a brillé (+53,06%) après l'annonce vendredi d'un accord avec des créanciers repoussant de lundi à fin décembre une échéance de dette.
Cette mesure doit aider l'entreprise à éviter un dépôt de bilan, évoqué début octobre. La compagnie peine à se relever de l'échec de son rachat par son concurrent JetBlue.
L'assureur santé Cigna (-4,69%) et son concurrent Humana (-2,46%) se sont repliés après une information de l'agence Bloomberg selon laquelle les deux groupes auraient relancé les négociations en vue d'une fusion.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Octobre 2024
Valeur : 23 Octobre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.2886	133.3036
1	EUR	EURO	144.5781	144.6077
1	GBP	POUND STERLING	173.5529	173.5950
100	JPY	JAPANESE YEN	88.9421	88.9580
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7345	18.7374
1	CHF	SWISS FRANC	154.0731	154.1082
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.4531	96.4710
1	DKK	DANISH KRONE	19.3832	19.3868
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6475	12.6506
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1993	12.2035
1	AED	UAE DIRHAM	36.2868	36.2958
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4887	35.4984
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.8731	435.2060
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8141	43.2444
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4498	13.4513
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.6418	27.7832
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3566	3.3671
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.7070	177.7070

BOURSE DE ZURICH

Dans le rouge à l'entame de la semaine, le SMI sous 12'300 points

La Bourse suisse a fini lundi sur une note négative. Les investisseurs sont restés prudents alors que s'annoncent une série de résultats d'entreprises cette semaine. Le SMI a terminé sous les 12'300 points, proche de son plus bas du jour.
A New York, Wall Street perdait du terrain en matinée après une ouverture en ordre dispersé, consolidant après une série de records et échaudée par une remontée des taux obligataires.
En Suisse, l'agence de notation Fitch a réitéré la note de défaut émetteur (IDR) à long terme en devises étrangères du pays à "AAA", assortie d'une perspective "stable. Il s'agit de la meilleure note possible attribuée à un émetteur de première qualité.
Le SMI a terminé en recul de 0,53% à 12'261,87 points, avec un plus bas à 12'251,69 et un plus haut à 12'355,26.
Le SLI a abandonné 0,68% à 1998,01 points et le SPI 0,52% à 16'310,29 points. Sur les 30 valeurs vedettes, 25 ont reculé et 5 avancé.
Sandoz (+4,6%), Swatch (+1,2%) et Logitech (+0,9%) constituent le podium du jour.
JPMorgan a relevé l'objectif de cours du spécialiste des génériques et biosimilaires et confirmé "overweight". L'analyste s'attend à ce que le groupe ait connu une croissance plus rapide que prévu au troisième trimestre. Cela devrait renforcer la confiance dans le fait que l'objectif de marge sera atteint sur l'ensemble de l'année.
Le fabricant de périphériques pour ordinateurs publie dans la nuit de lundi à mardi ses résultats pour le 2ème trimestre de son exercice décalé. Les analystes attendent des recettes de 1,1 milliard de dollars et un bénéfice net de 158,3 millions.

L'Europe hésite entre résultats et commentaires de politique monétaire

Les principales Bourses européennes s'affichent mitigées en début de séance mardi, les investisseurs digérant les résultats de SAP avant une nouvelle salve de publication de comptes trimestriels, et alors que la présidente de la BCE Christine Lagarde doit s'exprimer dans la journée.
À Paris, le CAC 40 se replie de 0,36% à 7.509,08 points vers 07h08 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,37%, soutenu par les bons chiffres de SAP, tandis que le FTSE à Londres décline de 0,4%.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,13%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,07% et le Stoxx 600 décline de 0,15%.
SAP a fait état lundi de bons résultats au troisième trimestre pour ses activités d'informatique dématérialisée, et prend 4,7%, soutenant le segment technologique en Europe, qui affiche la meilleure performance des secteur du Stoxx 600, en hausse de 1,43%.
La saison des résultats se poursuivra cette semaine, les chiffres de Vivendi et L'Oreal étant notamment attendus mardi après la clôture.
Par ailleurs, les investisseurs seront attentifs aux nombreux commentaires de politique monétaire qui seront formulés à l'occasion de la réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire internationale, qui débute mardi.
Christine Lagarde et six autres responsables de politique monétaire européens s'exprimeront à cette occasion.
Aux valeurs, Interparfums avance de 2,6%, les résultats du groupe au troisième trimestre publiés mardi ayant été bien accueillis.
Ranstad bondit de 5% après avoir fait état d'une stabilisation de son activité au troisième trimestre, malgré un environnement difficile.

CAC40

Dans le rouge avant la vague de résultats

La Bourse de Paris débute la séance en baisse ce mardi, le CAC40 est en repli de 0,4% vers 7505, au lendemain d'une clôture mitigée à New York entre chute de 0,8% du Dow Jones et gain de près de 0,3% du Nasdaq.
'Les bons du Trésor se sont vendus de manière agressive sur l'ensemble de la courbe hier, tandis que les actions se sont affaiblies et que le dollar a prolongé sa récente course', constate Michael Brown, stratège principal de recherche chez Pepperstone.
Ce dernier note aussi que 'la cadence des publications de résultats va s'accélérer aujourd'hui avec une liste chargée avant l'ouverture, y compris les géants de la défense Lockheed Martin et RTX, ainsi que le baromètre classique 3M'.
'Les participants, naturellement, s'attendront à ce que la solide performance des résultats observée jusqu'à présent se poursuive, alors que le S&P reste prêt pour son cinquième trimestre consécutif de croissance des bénéfices en glissement annuel', poursuit-il.
Dans l'actualité à Paris, Eurofins Scientific annonce au titre des neuf premiers mois de 2024 un chiffre d'affaires en croissance de 6,7% à 5,14 milliards d'euros, dont une croissance organique de 5,2% pour son activité principale (c'est-à-dire hors revenus liés à la Covid-19).
Interparfums affiche un chiffre d'affaires du troisième trimestre 2024 de 257,6 millions d'euros, en hausse de 20% (+20,2% à devises constantes) par rapport à la même période en 2023, 'reflet d'une dynamique toujours soutenue sur les marques phares du groupe'.
Wendel indique avoir conclu un accord de partenariat définitif en vue d'acquérir 75% de Monroe Capital, opération qui 'élargit considérablement sa plateforme de gestion d'actifs, et renforce son profil de croissance et de génération récurrente de trésorerie'.

ROYAUME-UNI

Le déficit se creuse encore avant la présentation du budget

Le déficit budgétaire a de nouveau dépassé les prévisions officielles en septembre. Une mauvaise nouvelle pour le gouvernement travailliste britannique. Il doit présenter la semaine prochaine son premier budget, déjà annoncé comme « douloureux » en raison de finances publiques serrées.

Les finances britanniques plongent chaque mois un peu plus dans le rouge. Le déficit budgétaire a atteint en septembre 16,6 milliards de livres (20 milliards d'euros), soit 1,5 milliard de plus que prévu, a annoncé ce mardi l'Office national des statistiques (ONS). Et, par rapport au mois d'août, il fait un bond d'environ 21%, puisqu'il s'affichait le mois dernier à 13,7 milliards de livres (16,3 milliards d'euros). Si bien qu'en cumulé depuis début avril, mois où commence l'année fiscale au Royaume-Uni, le pays a emprunté près de 6,7 milliards de livres (8,1 milliards d'euros) de plus que les projections de l'organisme public de prévisions budgétaires (OBR). En parallèle, le gouvernement fait face à une dette élevée : elle a atteint 98,5% du produit intérieur brut (PIB) en septembre. Elle flirte depuis des mois avec le seuil symbolique des 100% - qui a déjà été dépassé lors d'estimations provisoires ces derniers mois, avant d'être finalement revu à la baisse. Un niveau qui n'a plus été vu depuis les années 1960. Gonflée notamment par les aides distribuées pendant l'épidémie de Covid-19 et la crise de l'énergie, elle peine à se résorber depuis.

Un budget compliqué

L'augmentation, à la fois du déficit et de la dette, met une pression supplémentaire sur le gouvernement travailliste. Pour rappel, ce dernier est arrivé au pouvoir début juillet après une campagne axée sur la promesse d'une « discipline budgétaire de fer ». L'exécutif veut rétablir les finances du pays après 14 années de gouvernements conservateurs qui ont, selon lui, laissé un « trou noir » de 22 milliards de livres dans les comptes publics. Le Premier ministre KeirStarmer a d'ores et déjà prévenu que le premier budget serait « douloureux » avec de probables réductions des dépenses publiques et augmentations d'impôts.

« Il faudra des décisions difficiles pour combler ce trou noir lors du budget, pour réparer les fondations de notre économie et commencer à tenir la promesse du changement », a confirmé Darren Jones, secrétaire en chef du Trésor britannique.

Le budget sera présenté le 30 octobre prochain par la ministre des Finances, Rachel Reeves. Très attendu par les Britanniques, redouté par les entreprises, il devrait combiner hausses d'impôts et resserrement des dépenses. Les travaillistes ont toutefois promis de ne pas alourdir les taxes pour ceux qui travaillent. Reste que pour Alex Kerr, analyste chez Capital Economics, les chiffres publiés ce mardi « soulignent la marge de manœuvre limitée dont dispose (le gouvernement) pour augmenter les dépenses courantes sans accroître les impôts », a-t-il résumé.

ITALIE

Les salariés de l'automobile dans la rue

Des milliers de salariés du secteur de l'automobile dans les rues de Rome pour réclamer des garanties sur l'emploi.
Les syndicats de Stellantis Italie avaient appelé à la mobilisation et parlent d'une grève historique comme il n'y en pas eu depuis 40 ans.
En Italie, depuis janvier dernier, la production de Stellantis enregistre un recul de plus de 30 %.
Ferdinando Uliano, syndicat CISL : « La situation est proche du point de rupture. Les volumes diminuent et nous ne produisons même pas 500 000 véhicules dans le pays, ce qui n'était pas arrivé depuis 1956. Au cours des trois dernières années, nous avons perdu plus de 12 000 travailleurs. Les licenciements sont devenus la norme, ils sont plus fréquents que le travail effectif. Le Premier ministre doit rencontrer le PDG et les syndicats parce qu'il est crucial pour nous d'obtenir davantage d'investissements et d'accroître le soutien pour relancer l'un des secteurs les plus précieux du pays ».
Le secteur de l'automobile européen peine en raison du manque d'engouement pour les véhicules électriques dont les modèles occidentaux restent onéreux alors que Bruxelles a fixé pour 2035 l'interdiction de vente des voitures thermiques.
Giuseppe D'Alterio, salarié de Stellantis déclare: « Ce qui s'est passé chez Stellantis est très grave. Toutes les demandes sont traitées depuis l'étranger. Les voitures produites en ce moment vont en Espagne, au Maroc, en Pologne et nous sommes très inquiets ».
« L'appel à faire face à la crise est global et touche l'ensemble de l'industrie automobile européenne. La compétitivité et la transition écologique ont mis à rude épreuve l'ensemble du secteur. C'est pourquoi des représentants syndicaux de plusieurs pays de l'UE et d'ailleurs se sont rassemblés ici pour descendre dans la rue et se joindre à la manifestation ».
Sadek Rafai, syndicat Csc (Belgique) : « Tous les Européens et tous les gouvernements doivent préserver l'emploi. En Italie, en France, en Belgique et en Allemagne. Il est crucial de protéger l'emploi au lieu d'utiliser l'argent pour investir dans les guerres. »

DÉPÔTS DE BREVETS

L'Allemagne première en Europe

L'Allemagne se classe à la première place des pays européens ayant déposé le plus de demandes de brevets entre 2000 et 2020, mais l'université française de Grenoble rafle la première place du classement européen, indique une étude de l'Office européen des brevets (OEB).
En première position par pays, les universités allemandes ont déposé 25.822 demandes de brevets en vingt ans. La France suit avec 19.265 dossiers déposés, le Royaume-Uni est le troisième pays du podium avec 13.144 demandes, suivi de l'Italie (7.088). En Allemagne, 12 universités ont déposé chacune plus de 250 demandes de brevets et 15 en France.
L'université de Munich, troisième en Europe, prend la tête du classement allemand avec 2.183 demandes de brevets déposés, suivie de Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg (1.445) puis par l'université libre de Berlin (1.392).
Le rapport de l'OEB a constaté une progression du nombre de brevets d'année en année: "l'innovation est de plus en plus au coeur de l'économie, il y a une course à l'intérieur des industries mais aussi entre les grandes régions du monde pour avoir les meilleurs brevets" affirme Yann Ménière, économiste en chef de l'OEB.
"Les universités européennes ont toutefois bien augmenté leur activité de brevetage. Cette proportion est passée de 24% de l'ensemble des demandes de brevets universitaires en 2000 à 45% en 2019", constate l'OEB.
"Le marché européen est l'un des plus grands marchés du monde. Le monde entier vient protéger ses innovations chez nous", ajoute l'économiste

3.348 brevets déposés par l'université Grenoble Alpes

La France prend la première place du "nombre d'institutions ayant généré au moins une demande de brevet européen" par pays d'après le rapport. Ce sont 215 universités françaises qui ont fait des demandes sur les 20 dernières années, alors que l'Allemagne en comptabilise 190.
Et par université, si on compare le nombre de demandes tout pays confondus, l'université française Grenoble Alpes "détient le plus grand nombre (3.348) de demandes de brevets académiques" en Europe, selon l'étude.
Elle est suivie par l'université suisse ETH Zurich (2.219), puis par Munich. Paris Saclay arrive en 4e position du classement français avec 1.136 demandes de brevets sur 20 ans.
Sur les deux dernières décennies, la moitié des demandes proviennent de seulement 5% des 1.200 universités européennes prises en compte dans l'étude. A l'inverse 62% des universités ne sont à l'origine que de 8% des demandes.

EN PLEINE CRISE FINANCIÈRE

Les Maldives suppriment 225 postes politiques, dont sept ministres

Confronté à une crise économique majeure, le pays d'Asie a annoncé la suppression de 225 postes politiques. Le président des Maldives Mohamed Muizzu a limogé plus de 225 titulaires de postes politiques, dont des ministres, afin de réduire les dépenses du pays menacé par une crise financière majeure en raison de sa dette, ont annoncé mardi les services présidentiels.
"Cette réduction significative des nominations politiques s'aligne sur les efforts accrus du président pour rationaliser le travail gouvernemental et assurer une utilisation plus efficace des fonds publics", a indiqué un communiqué de la présidence.
Parmi les personnes limogées, qui avaient été nommées après l'arrivée au pouvoir de Mohamed Muizzu en 2023, figurent sept ministres d'État, 43 vice-ministres et 178 directeurs politiques. Leurs fonctions exactes n'ont pas été précisées.

370.000 dollars d'économies par mois

Le nombre de titulaires qui échappent à cette coupe claire n'a pas été précisé, le communiqué indiquant seulement que cette réduction du personnel gouvernemental permettrait au pays d'économiser environ 370.000 dollars par mois.
Les Maldives avaient affirmé en septembre que leurs difficultés financières étaient "temporaires" et que le pays n'avait pas l'intention de solliciter un plan de sauvetage du Fonds monétaire international (FMI) après les avertissements sur un éventuel défaut de paiement.
Selon les données officielles, la dette extérieure des Maldives s'est élevée à 3,37 milliards de dollars (3 milliards d'euros) au premier trimestre de cette année, ce qui équivaut à environ 45% du produit intérieur brut.

Des aides de l'Inde et de la Chine

La Chine et l'Inde sont les deux plus grands bailleurs de fonds des Maldives, un petit état de l'océan Indien composé de près de 1.200 îles coralliennes dont à peine 200 habitées, surtout connu pour son attractivité touristique.
La Chine a promis davantage de financements depuis la victoire de Mohamed Muizzu, qui a remercié le pays pour son "aide désintéressée" en matière de fonds de développement lors d'une visite d'État à Pékin peu après son arrivée au pouvoir.
Mohamed Muizzu a également été accueilli en octobre à New Delhi par le Premier ministre indien Narendra Modi, qui a octroyé une aide financière aux Maldives pour soutenir une économie défaillante.
La Chine représente environ 20% de la dette extérieure des Maldives, tandis que l'Inde en détient moins de 18%.

La Chine dope les ventes mondiales de VE

Grâce au marché chinois, les ventes de voitures électriques mondiales de septembre 2024 affichent une croissance de 30 % par rapport à 2023.
Si le marché des voitures électriques doit composer avec un fort ralentissement en Europe, le succès des véhicules à batterie en Chine a connu un énorme boom qui permet une croissance globale.

Record des ventes de VE en Chine

En septembre, la Chine a battu tous les records en matière de ventes de véhicules électriques (VE) et hybrides rechargeables (PHEV), dépassant pour la deuxième fois consécutive le million de ventes mensuelles. Avec une augmentation impressionnante de 47,9 %, ce sont 1,1 million d'unités qui ont été écoulées dans le pays, propulsant les ventes mondiales à 1,7 million d'unités (+30,5 %). Ce dynamisme du marché chinois a contribué à faire de septembre un mois historique pour les ventes globales de véhicules électrifiés. En cumul sur les neuf premiers mois de l'année, la Chine a vendu 7,2 millions de véhicules électrifiés, soit une hausse de 35 % par rapport à la même période en 2022, confirmant ainsi sa position de leader mondial incontesté dans le secteur des VE.

Évolution du marché des VE ailleurs dans le monde

En dehors de la Chine, le marché des véhicules électrifiés progresse, mais de manière plus modérée. En Amérique du Nord, les ventes ont augmenté de 4,3 % en septembre, avec 150.000 unités écoulées. En Europe, la hausse est similaire (+4,2 %), atteignant 300.000 ventes, avec des progressions notables au Royaume-Uni (+24 %) et des gains plus faibles en Italie et en Allemagne. Cependant, sur les neuf premiers mois de l'année, l'Europe a vu ses ventes reculer de 4 %, atteignant 2,2 millions d'unités. Malgré ces résultats contrastés, le marché global enregistre une nette progression, notamment grâce à l'augmentation de 25 % des ventes dans le "reste du monde", qui totalisent 900.000 unités.

Pourquoi la Mercedes-AMG CLE 53 Cabriolet nous donne furieusement envie d'attendre

Une carrure impressionnante, un intérieur magnifique, un confort de haut niveau et des performances copieuses. Voilà la formule séduisante du nouveau cabriolet sportif de Mercedes-AMG. Avec un seul petit problème : la marque à l'étoile prépare secrètement une version à la mécanique encore plus enthousiasmante. Alors, pourquoi faudrait-il craquer pour le CLE 53 AMG Cabriolet ?

La CLE cabriolet fait partie des deux modèles « cheveux au vent » restants dans la gamme Mercedes qui en comprenait tout de même six il y a quelques années encore, aux côtés de la SL à la vocation plus sportive et élitiste. Et comme tous les modèles du catalogue de la marque à l'étoile, elle bénéficie de sa variante AMG que nous avons déjà pu essayer dans sa déclinaison coupé plus tôt cette année.
La CLE 53 AMG cabriolet reprend sans surprise tous les éléments techniques de ce coupé avec, comme l'observerait monsieur de Lapalisse, une grosse différence au niveau de son toit à capote souple (pilotée électriquement et escamotable en 20 secondes jusqu'à 60 km/h). On retrouve donc l'allure vraiment marquante de cette « 53 AMG » avec ses ailes trapues (élargies de 58 mm à l'avant et de 75 à l'arrière par rapport aux « gentilles » CLE) et sa silhouette de voiture de gangster. En cabriolet, elle impressionne d'autant plus quand on la regarde avec ces énormes pneus arrière qui débordent généreusement des arches sous la ligne de caisse aérienne. On dirait une AMG 63 à l'ancienne !
L'intérieur essaie lui aussi d'avoir l'air sportif avec ses sièges au maintien généreux et ses surpiqures rouges, mais il dégage surtout une impression de grand luxe. Les beaux habillages et le contenu technologique (certes optionnel pour les aides à la conduite les plus perfectionnées et les équipements de pointe) donnent la sensation d'évoluer dans une voiture d'exception. En plus, les places arrière paraissent plus « vivables » que dans mon souvenir de la CLE Cabriolet essayée au printemps dernier et permettront à de vrais adultes d'embarquer pour de petits trajets. Avec un volume de coffre correct, aussi, limité à 375 litres dans cette version quand la capote est déployée (10 litres de moins que les CLE cabriolet moins lourdement motorisées).
Parlons justement du moteur au moment de démarrer cette jolie péniche musclée de 4,95 mètres de long. La tonalité du râle lors de la mise en marche correspond tout à fait à l'idée qu'on se fait d'un puissant six cylindres en ligne, mais le bloc demeure discret quand on garde le mode « confort » à train de sénateur. On ne perçoit qu'un léger feulement, caressé par le vent dans cette auto à la suspension particulièrement agréable en conduite tranquille (elle s'équipe de série de l'amortissement piloté adaptatif Ride Control). Malgré la sportivité revendiquée, la CLE 53 Cabriolet s'utilise volontiers comme une vraie Mercedes, du genre de celles qu'on imagine

molles et onctueuses à l'envie.
Et quand on essaie de l'utiliser comme une AMG ? Eh bien on retrouve exactement les sensations du coupé malgré la masse en plus (2 110 kg à vide tout de même soit 110 de plus que la version fermée). L'ablation du toit permet d'entendre davantage la jolie sonorité du six cylindres (habillée en partie via les haut-parleurs), sans découvrir pour autant une bande son particulièrement démonstrative quand on active les modes de conduite les plus « agressifs ». Les accélérations intenses (4,4 secondes pour le 0 à 100 contre 4,2 pour le coupé), les reprises généreuses et les performances en ligne droite se situent quasiment au niveau de la super-sportive la plus véloce de la catégorie (BMW M4 Cabriolet) et la boîte automatique à neuf vitesses fait preuve d'une bonne réactivité quand on la laisse travailler toute seule en mode Race.
En revanche, cette boîte demeure trop restrictive en mode manuel au rétrogradage pour jouer les vraies sportives d'exception. Le moteur, bien que loin de démériter et très linéaire jusqu'au rupteur arrivant à 7 000 tours / minute, manque aussi un peu de caractère quand on le pousse vraiment dans ses retranchements. La voiture fait preuve d'une belle efficacité dynamique avec une tenue de caisse sérieuse, un amortissement jamais pris en défaut et une vraie bonne agilité grâce aux roues arrière directrices (de série) ainsi qu'à un typage vraiment plaisant. Aides à la conduite déconnectées, on peut vraiment s'aider du train arrière qui permet aussi de jouer avec. Mon coéquipier – le même surdoué que lors de mon essai du CLE 53 coupé – parvenait carrément à entretenir les mêmes longues dérives fumantes qu'avec la variante fermée ! Dépourvue de différentiel arrière actif (contrairement à la C63 AMG actuelle et l'ancienne E63), la transmission intégrale de la CLE 53 préfère pour rappel un simple différentiel ouvert à l'arrière avec une boîte de transfert vers l'avant et une fine gestion de la centrale électronique (utilisant notamment les freins) pour lui permettre de jouer les propulsions caractérielles (on trouve toujours un mode « Drift » à condition de cocher le pack « Dynamic Plus AMG » à 2 400€).
En revanche, on finit par sentir une pédale de frein plus molle et longue après plusieurs dizaines de minute d'attaque sur un col de montagne. Assez classique cependant pour une sportive de ce gabarit dont la vocation n'est évidemment pas d'enchaîner des centaines de tours sur circuit.
Et la consommation dans tout ça ? 12 litres aux 100 km sur un parcours mixte sans rechercher l'économie, ce qui laisse imaginer qu'il sera possible de passer sous les 10 litres en voyage autoroutier. Hybridé en 48 volts (avec aussi un turbo piloté électriquement pour améliorer la réponse moteur), ce bloc peut évidemment dépasser les 20 litres quand on lui tape dedans violemment mais il ne boit pas autant qu'un gros V8.

Ce prototype BMW sera finalement produit à 50 unités

Comme dit l'adage, rien ne se perd tout se transforme chez BMW. Le prototype Skytop sera produit à 50 unités dont le prix à 6 chiffres se rapprochera tranquillement du million d'euros.
En mai dernier, lors du très chic concours d'élégance de la Villa d'Este sur les bords du lac de Côme, en Italie, BMW dévoilait le prototype Skytop. Première mondiale pour un coupé de luxe biplace, qui rend hommage aux célèbres roadsters de la marque de Munich, qu'il s'agisse de la BMW 507 – produite à un peu plus de 250 exemplaires entre 1955 et 1959 et qui fut le véhicule des stars comme Alain Delon, Jean Marais, John Surtees et surtout Elvis Presley lors de son service militaire en Allemagne entre 1958 et 1960 – ou de son héritière moderne, la BMW Z8 – qui fut au catalogue de 2000 à 2003.

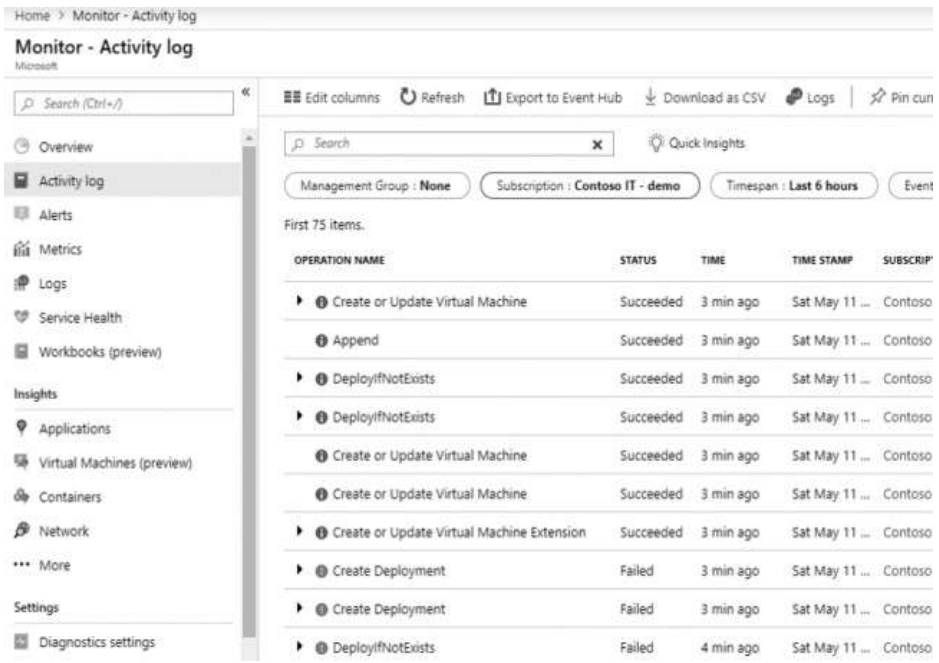
Une base technique de BMW M8 Competition

La Skytop est donc une création légitime, dont les flancs fluides ne s'encombrent pas de poignées : au sommet des portes de petits ailerons de requin chromés servent à actionner les ouvrants. Le détail a son importance car, en effet, tout a été prévu pour un usage dans la vraie vie – le prototype est vraiment très abouti. Son long capot recèle le moteur V8 biturbo fort de 625 ch, un bloc qu'il a chipé à la BMW M8 Competition, à l'instar de la boîte de vitesses automatique à huit rapports, comme de la transmission intégrale. D'ailleurs, c'est désormais officiel, la BMW Skytop franchira le cap de la série. Elle sera assemblée à 50 exemplaires. Pour l'instant, aucun prix n'a été communiqué, mais l'addition devrait être salée. Pour mémoire, en 2022, la BMW 3.0 CSL, elle aussi fabriquée à 50 unités, ré-

Une collecte défectueuse de logs de sécurité Microsoft met à risque les entreprises

A cause d'un bug, les services Microsoft Entra, Azure Logic Apps et Monitor ainsi que Sentinel n'ont pas été en mesure de faire remonter des journaux de sécurité cruciaux pendant un mois. Une situation qui a exposé les entreprises à un risque de cyberattaques.

Microsoft a admis, pendant près d'un mois en raison d'un bug, d'avoir omis de collecter des journaux de sécurité cruciaux exposant ses entreprises clientes à des cyberattaques. L'évènement, qui s'est produit entre le 2 septembre et le 3 octobre 2024, a perturbé la collecte de données vitales utilisées par les services Entra, Azure Logic Apps, Sentinel et Azure Monitor pour surveiller les activités suspectes, en particulier les connexions non autorisées et le comportement du réseau. Signalé pour la première fois par Business Insider, ce défaut de collecte a empêché un téléchargement cohérent des journaux de sécurité, si bien que les données sur lesquelles s'appuient de nombreuses entreprises pour détecter des menaces potentielles étaient incomplètes.
L'éditeur a reconnu la gravité du problème dans un rapport préliminaire après incident (Preliminary Post Incident Review, PIR) envoyé aux clients, partagé publiquement par Joao Ferreira, MVP de Microsoft. Dans ce document, le fournisseur confirme que pour certains services, les problèmes de journalisation se sont poursuivis jusqu'au 3 octobre. Des services comme Entra, qui gère les journaux de connexion et d'activité, et la plateforme Logic Apps, responsable des données de télémétrie, ont été parmi les plus touchés. « Le 2 septembre 2024, à partir de 23H UTC, un bug dans l'un des agents de surveillance internes de Microsoft a entraîné un dysfonctionnement dans certains des agents lors du téléchargement des données de journalisation vers notre plateforme de journalisation interne, avec pour conséquence des données d'enregistrement partiellement incomplètes pour les services Microsoft concernés », indique le post.



Que s'est-il passé ?

Le bug a été accidentellement introduit alors que le fournisseur cherchait à résoudre un problème distinct dans son service de collecte de journaux. « D'après notre enquête, au moment de la correction d'un bug dans le service de collecte de journaux, nous avons découvert un bug non lié dans l'agent de surveillance interne, qui a empêché un sous-ensemble d'agents de télécharger des données d'événements de journaux », indique le document PIR. Selon Microsoft, le bug provoquait une « condition de blocage », empêchant le téléchargement des journaux vers les serveurs. Alors que l'agent de télémétrie continuait à collecter et à stocker des données dans le cache local, les journaux plus anciens étaient écrasés si le cache atteignait sa taille limite avant le redémarrage du système, entraînant alors une perte de données permanente. « Au cours de l'enquête sur ce bogue, nous avons déterminé que cet incident n'était pas lié à une compromission de la sécurité », précise le document.

Un impact généralisé sur la surveillance de la sécurité…

La firme de Redmond a reconnu que cette défaillance avait affecté plusieurs services essentiels. Sentinel, un outil de sécurité largement utilisé, a souffert de lacunes dans ses journaux, rendant difficile la détection des menaces et la génération d'alertes par les clients. Azure Monitor, autre outil important pour l'analyse de la sécurité, a également été confronté à des données de journalisation incomplètes, impliquant un défaut potentiel d'alertes pour les entreprises. Entra a souffert de problèmes de connexion et de journaux d'activité, tandis qu'Azure Logic Apps a connu des perturbations dans les données de télémétrie. Même si les fonctions de base de ces services n'ont pas été affectées, l'impossibilité de capturer des données de log critiques a considérablement affaibli la capacité des clients à surveiller les événements de sécurité.
Le fournisseur a expliqué que les journaux avaient été perdus en raison d'un problème dans l'agent de télémétrie, provoquant ainsi une sauvegarde progressive des journaux avant que les données ne soient écrasées une fois atteinte la limite de la mémoire cache. Cependant, l'entreprise a affirmé que ce problème « n'avait pas eu d'impact sur la disponibilité des services ou des ressources destinées aux clients » et qu'il n'a affecté que la collecte des événements du journal. « De plus, ce problème n'est pas lié à une quelconque atteinte à la sécurité », a rassuré Microsoft. « L'événement est inhabituel, et même si le risque d'intrusion est minime, il y a lieu de se demander si, en l'absence de journaux critiques, quelqu'un a pu obtenir un accès non autorisé », a estimé Pareekh Jain, CEO de Pareekh Consulting. « La probabilité que le risque se manifeste plus tard n'est pas à exclure », a-t-il ajouté.
Malgré la gravité du problème, la société a mis plusieurs jours à l'identifier, prolongeant ainsi les risques pour les entreprises concernées. Même si le fournisseur dit avoir corrigé le bogue et notifié tous les clients concernés, certaines entreprises affirment ne pas avoir été informées du problème. Kevin Beaumont, expert en cybersécurité, a noté qu'au moins deux entreprises dont les données de connexion étaient manquantes n'avaient pas reçu de notification de la part de Microsoft. « Ce qui est inquiétant, c'est le temps qu'il a fallu à l'éditeur pour détecter le problème », a souligné M. Jain. « Certes, il peut y avoir des bogues, mais les entreprises doivent se concentrer sur des systèmes et des processus qui les détectent et les corrigent rapidement, en quelques heures ou quelques jours, et non en quelques semaines ou en quelques mois. Microsoft est l'une des plus grandes entreprises technologiques au monde, et les entreprises lui font confiance pour leur sécurité. Elle se doit de donner la priorité à la cybersécurité, autant dans la lettre que dans l'esprit »

… qui n'est pas une première

L'incident a ravivé l'attention sur les pratiques de Microsoft en matière de journalisation, d'autant plus que l'entreprise a déjà été critiquée pour avoir facturé à ses clients des capacités de journalisation avancées. En 2023, l'Agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures (Cybersecurity and Infrastructure Security Agency, CISA) et les législateurs avaient reproché à Microsoft ne pas avoir fourni suffisamment de données de journalisation pour détecter les violations gratuitement, incitant les clients à payer pour sa fonction de journalisation Purview Audit (Premium). Ces critiques se sont intensifiées après que des pirates chinois ont utilisé une clé de signature Microsoft volée pour accéder à des comptes Microsoft 365 d'entreprises et d'administrations gouvernementales en 2023. La violation a été détectée à l'aide des fonctions de journalisation payantes de Microsoft, privant ainsi de nombreux clients des outils nécessaires pour identifier l'attaque.

Suite à cela, Microsoft a travaillé avec la CISA et d'autres agences fédérales pour étendre ses capacités de journalisation gratuite. En février 2024, le fournisseur a commencé à offrir des services de journalisation améliorés à tous les clients Purview Audit standard, de façon à offrir un accès plus large aux données nécessaires à la détection des menaces. « Microsoft a connu récemment quelques difficultés en matière d'offres de sécurité », a déclaré Yugal Joshi, associé chez Everest Group. « Nos clients veulent étendre leurs solutions de sécurité centrées sur Microsoft, mais il est clair que ce genre de problèmes entament leur confiance. Même si le fournisseur a pris des mesures pour améliorer la transparence de la journalisation et élargir l'accès à ses outils avancés, ce dernier bug montre le rôle vital que joue la journalisation dans la cybersécurité. Cet incident rappelle l'importance des données de journalisation dans la détection des accès non autorisés et met en évidence les défis auxquels les entreprises sont confrontées quand ces données sont compromises. »

Brèves

Michelin et Kyndryl repartent ensemble pour 5 ans

Partenaires depuis 20 ans, le spécialiste français du pneumatique a renouvelé sa confiance à l'ancienne division GTS d'IBM pour 5 ans supplémentaires. Cet accord doit permettre au bibendum "d'accélérer sa transformation technologique en migrant ses systèmes vers un environnement cloud hybride moderne, et en améliorant l'efficacité de ses opérations informatiques grâce à l'automatisation et à de nouvelles méthodes de travail."

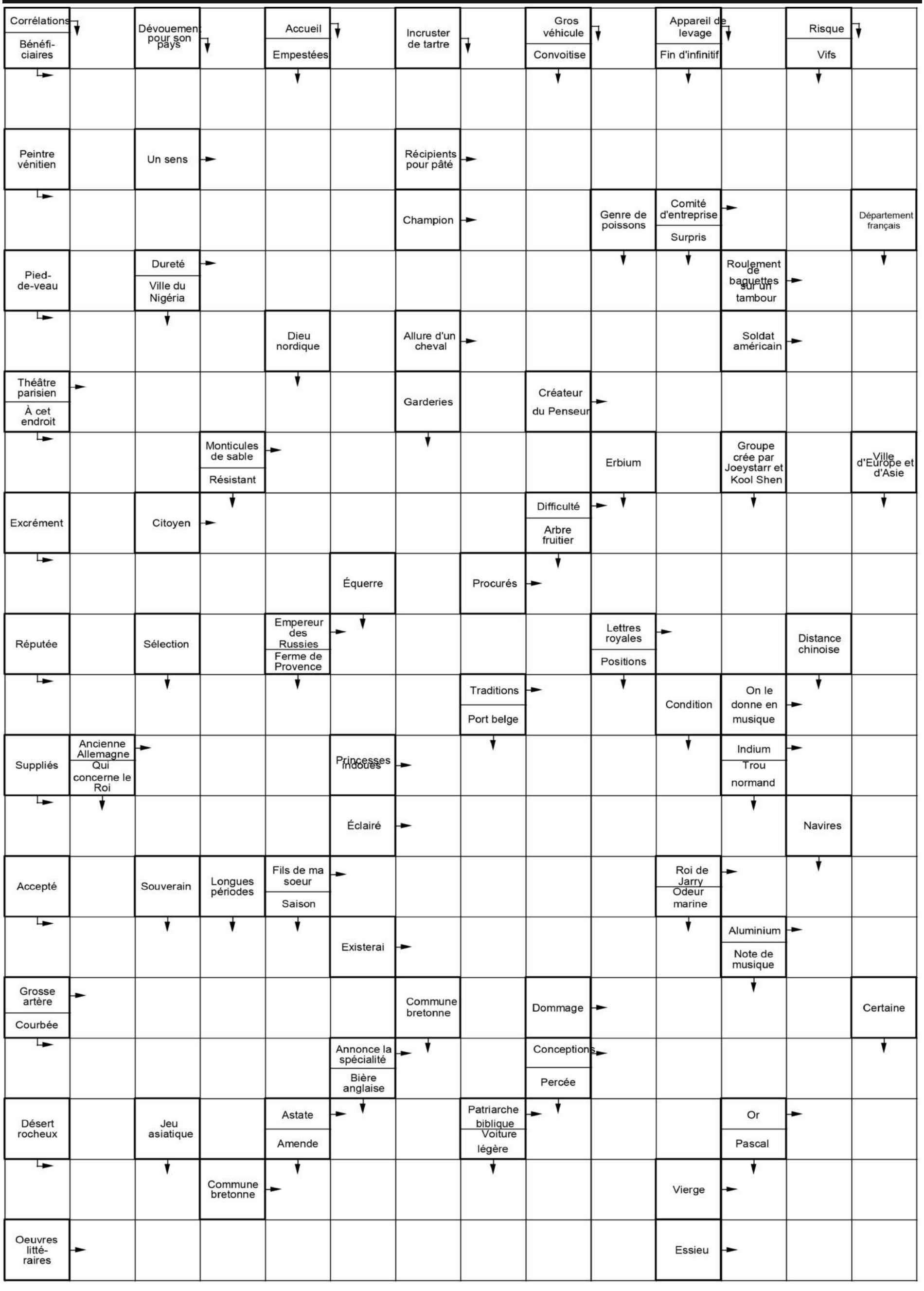
Perplexity prête à lever 500 M$

Après avoir levé 74 M$ en début d'année, la start-up spécialisée dans la recherche à base d'IA générative est prête à passer à l'échelle. La jeune pousse a en effet selon le Wall Street Journal entamé des pourparlers en vue d'une levée de fonds de plus de 500 M$ grâce à laquelle elle pourrait doubler sa valorisation qui dépasserait alors 8 Md$. En janvier, la société fondée en 2022 par Andy Konwinski, Aravind Srinivas, Denis Yarats et Johnny Ho était évaluée à "seulement" 520 M$.

LLM Granite 3 sous Apache 2.0

La firme d'Armonk a dévoilé les dernières versions de ses modèles d'IA Granite 3.0 pour entreprises. Disponibles en versions 8B et 2B, ils ont été publiés sous la licence Apache 2.0, dont les performances se démarquent dans de nombreux comparatifs. IBM a indiqué que les modèles de langage Granite 3.0 8B et 2B sont conçus notamment pour des tâches RAG (retrieval augmented generation), de classification, de résumé, d'extraction d'entités et d'utilisation d'outils.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 23 octobre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

Le ministre de l'Hydraulique aujourd'hui en Slovénie

Le ministre de l'Hydraulique Taha Derbal, participera à partir de mercredi à Ljubljana (Slovénie), aux travaux de la 10e Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eaux transfrontalières et des lacs internationaux, indique, mardi, un communiqué du ministère. Placée sous le signe "Nos eaux, notre avenir: la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières pour renforcer la résilience face aux changements climatiques", la 10e Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontalières et des lacs internationaux se tiendra du 23 au 25 octobre à Ljubljana (Slovénie), ajoute la même source.

NORVÈGE

Le fonds souverain a gagné 71 milliards d'euros au 3e trimestre

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros de la planète, a gagné près de 71 milliards d'euros au troisième trimestre, profitant de l'embellie boursière liée à la baisse des taux d'intérêt, a-t-il annoncé mardi. De juillet à septembre, son rendement a atteint 4,4%, contribuant à porter sa valeur totale à 18.870 milliards de couronnes norvégiennes (1.597 milliards d'euros) à la fin du trimestre, a-t-il indiqué dans un communiqué. "Nous avons obtenu un rendement positif dans tous nos domaines d'investissement", a commenté le numéro deux du fonds, Trond Grande, cité dans le communiqué. "La baisse des taux d'intérêt a entraîné une hausse généralisée du marché boursier", a-t-il noté. Les placements en actions, qui représentent 71,4% des actifs du fonds, ont affiché un rendement de 4,5% sur le trimestre. Ce fonds est le plus gros investisseur individuel au monde sur les marchés boursiers. Avec des parts dans près de 9.000 entreprises et 71 pays, il détient en moyenne 1,5% de tous les groupes cotés de la planète. Ses investissements obligataires (26,8% des actifs) ont, quant à eux, gagné 4,2% sur la période, et ceux dans l'immobilier (1,7% du portefeuille) ont grimpé de 0,8%. Encore très marginaux, les placements dans les projets d'énergies renouvelables non cotés ont pris 10,8%. La valeur du fonds, qui varie aussi en fonction des cours de change et des apports ou ponctions de l'Etat norvégien, a depuis continué de progresser. Elle dépasse aujourd'hui 19.300 milliards de couronnes norvégiennes. Mis sur pied au début des années 1990, ce fonds est alimenté par les revenus pétroliers de l'Etat.

INDUSTRIE ET PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Aoun évoque avec l'ambassadrice indienne les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a reçu, mardi à Alger, l'ambassadrice de la République de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni, avec laquelle il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue l'état des relations entre les deux pays dans le domaine industriel et les moyens de les promouvoir davantage à travers le transfert et l'échange d'expertises en matière de l'industrie pharmaceutique et des industries mécaniques, où "la République de l'Inde figure parmi les pays leaders", ajoute le communiqué. Les deux parties ont également abordé les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine industriel à travers l'échanges de visites entre experts afin d'impulser une dynamique d'investissement entre les deux pays, indique le ministère. Les deux parties ont exprimé "leur satisfaction de la qualité des relations unissant les deux pays, fondées sur les intérêts mutuels", soulignant "la nécessité de les développer et de les élargir davantage".

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

Nouveaux rôles pour les médias nationaux dans un arsenal juridique solide

La famille médiatique algérienne célèbre, mardi, la Journée nationale de la presse dans le cadre de l'achèvement de l'arsenal juridique régissant le secteur, qui prévoit des mécanismes à même de promouvoir la pratique journalistique et de permettre aux médias nationaux d'accomplir les nouveaux rôles dictés par l'étape actuelle. Entre autres principaux rôles que les médias nationaux sont appelés à assumer avec un haut sens de professionnalisme, il y a lieu de citer l'accompagnement des efforts de développement dans divers secteurs, les réformes globales dans le pays, en mettant en lumière les réalisations et les acquis réalisés, ainsi que la nécessité de lutter contre les fake news et les tentatives visant à porter atteinte à la stabilité et à l'unité du pays.
Les médias nationaux ont réalisé de grandes avancées, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes initiées par la président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en vue de consacrer la liberté d'expression et de la presse sur la base d'une approche globale reposant sur des réformes législatives et règlementaires traduites par des textes juridiques visant à structurer un système d'information professionnel et responsable assumant pleinement son rôle dans la transmission d'une information complète, exacte et objective au citoyen. Après l'adoption des lois régissant le secteur, à l'instar de la loi organique relative à l'information et des lois encadrant les médias audiovisuels ainsi que la presse écrite et électronique, les textes d'application relatifs aux autorités de régulation et au Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie de la profession de journaliste, le statut particulier du journaliste, le cahier des charges relatif à la communication audiovisuelle, ainsi que le projet du Fonds d'aide à la presse ont été finalisés.
Le dernier numéro du Journal officiel a publié le décret présidentiel fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie de la profession de journaliste. Le conseil est un organisme indépendant doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et est chargé d'établir une charte de l'éthique et de la déontologie de la profession de journaliste, de l'approuver et de la publier par tous les moyens appropriés. Le ministère de la Communication a annoncé qu'il avait été procédé, depuis avril dernier, à l'adaptation de l'activité des journaux de la presse électronique et papier aux nouvelles lois et dispositions régissant l'activité de la presse en Algérie", évoquant "la réception des dossiers de création de nouveaux journaux, conformément au nouveau système de déclaration". Grâce à ce système législatif solide et aux efforts d'adaptation aux enjeux et défis de cette étape, la scène médiatique nationale assiste à un nouveau départ sur la base des dispositions de la Constitution de 2020 qui a tenu compte des préoccupations de tous les intervenants dans le travail journalistique, respecté le système des valeurs sociales et renforcé les composantes de l'identité nationale". Le président de la République a fait de la liberté de la presse un principe constant consacré par la Constitution, laquelle stipule que "la liberté de la presse écrite, audiovisuelle et électronique est garantie". La liberté de la presse comprend notamment : la liberté d'expression et de créativité des journalistes et des collaborateurs de presse, le droit des journalistes d'accéder aux sources d'information dans le respect de la loi, le droit à la protection de leur indépendance et à la confidentialité, le droit de créer des journaux et toute autre publication sur simple déclaration". Le droit de créer des chaînes de télévision et de radio, ainsi que des sites et journaux électroniques est également garanti et régi par la loi. Le soutien du président de la République à la corporation médiatique s'est traduit essentiellement par une série de décisions et de dispositions importantes prises l'année dernière, dont celle de revoir à la baisse les tarifs d'abonnement au fil de l'Agence Algérie Presse Service (APS) au profit des médias nationaux, la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la réduction des tarifs d'hébergement des sites électroniques auprès d'Algérie Télécom (AT), avec des avantages concernant les services internet, et ce parallèlement à la réduction des loyers au niveau de la Maison de la presse. La célébration de la journée nationale de la presse coïncide cette année avec les préparatifs pour la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution, la presse révolutionnaire ayant joué un rôle clé dans le soutien de la lutte du peuple algérien et l'internationalisation de sa cause, face à la machine de propagande coloniale".

TRANSPORTS

Remise en service de la ligne ferroviaire Oran-Bechar

La ligne ferroviaire Oran-Bechar a été remise en service, hier dans la wilaya de Nâama, après la réparation et la réhabilitation de ses sections endommagées suite aux intempéries, et ce en présence du ministre du Transport Mohamed El-Habib Zahana, accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh. Le ministre des Transports a affirmé, à cette occasion, que le redémarrage de cette ligne intervient en «concrétisation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue le 22 septembre dernier, en matière de prise en charge optimale des wilayas sinistrées, suite aux inondations enregistrées les 7 et 8 septembre, ainsi que la nécessité de travailler et d'accélérer le retour des services vitaux et de base pour le bénéfice des citoyens, notamment les transports et la réhabilitation des ponts et des lignes ferroviaires, sans excéder un mois».
Lors de sa supervision, à la gare ferroviaire de Mecheria (wilaya de Nâama), de la reprise des voyages par train de voyageurs sur la ligne Oran-Bechar, d'où la délégation ministérielle a été transportée à bord du train Coradia jusqu'à la gare d'Aïn Sefra, M. Zahana a salué les efforts et le rôle des sociétés nationales et des bureaux d'études pour l'achèvement des travaux de réhabilitation de la ligne ferroviaire, dont certains tronçons ont été endommagés sur une longueur d'environ 20 km.
Dans ce contexte, le ministre des Transports a inspecté le pont ferroviaire de la commune de Tiout dans la zone "Khenag", qui a été endommagé suite aux récentes intempéries, où les travaux de réhabilitation ont été achevés et confiés à une entreprise publique, qui a mobilisé du matériel et d'importants moyens, ainsi que l'utilisation de techniques sophistiquées, pour la première fois dans ce domaine, permettant d'accélérer la cadence des travaux et son achèvement, en un temps record, et la reprise du service de transport ferroviaire via cette importante ligne qui relie le Nord et le Sud-ouest du pays. Mohamed El-Habib Zahana a souligné, dans une déclaration à la presse, à cette occasion, que l'Etat accorde une grande importance à l'entretien des infrastructures et des équipements de base dans les différentes régions du pays, qu'il s'agisse du réseau routier ou ferroviaire, ce qui nécessite des efforts concertés pour la durabilité de ces acquis importants. Il a souligné que le coût des dégâts causés aux installations ferroviaires, suite aux aléas climatiques des 7 et 8 septembre, est estimé à plus de 2,300 milliards de dinars, qui seront couverts par le budget de l'Etat.